

LIVRE BLANC 2023

ÉTUDE DE CAS : STAGE D'OBSERVATION EN SICILE – ITALIE



Crim'HALT

SOMMAIRE :

L'ÉDITO.....	5
PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION CRIM'HALT.....	7
I. INTRODUCTION	9
I.1. MÉTHODOLOGIE : LA FORMATION EN MOBILITÉ ERASMUS +.....	9
I.2. NOS PARTNAIRES ITALIENS.....	10
I. 3. PARTICIPANTS : 26 OBSERVATEURS DE CRIM'HALT 2022.....	15
II. AIDER LES VICTIMES : DÉVELOPPER LA MÉMOIRE	18
II.1. LA DÉFENSE DE LA MÉMOIRE DES VICTIMES INNOCENTES DU CRIME ORGANISÉ EN FRANCE	18
II.2. LA DÉFENSE DE LA MÉMOIRE DES VICTIMES DU CRIME ORGANISÉE EN ITALIE, EN SICILE.....	20
III. LE PREMIER MUSÉE DÉDIÉ À LA LUTTE CONTRE LA MAFIA : LE NO MAFIA MEMORIAL.....	29
III.1. PRÉSENTATION DU NO MAFIA MEMORIAL.....	29
III.2. PROGRAMME DE LA VISITE.....	31
IV. USAGE SOCIAL DES BIENS CONFISQUÉS : TYPOLOGIE DES SITUATIONS OBSERVÉES	38

IV.1. TERRES CONFISQUÉES : OUTILS DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE RAISONNÉE.....	38
IV.2. IMMEUBLES CONFISQUÉS : OUTILS DE DÉVELOPPEMENT DE STRUCTURES SOCIALES ET CULTURELLES.....	40
IV.3. ENTREPRISES CONFISQUÉES : OUTILS DE RÉINTEGRATION À L'ÉCONOMIE LÉGALE.....	43
IV.4. ONG ET MISE EN RÉSEAU À L'ITALIENNE : L'EXEMPLE DE « LIBERA » (ÉCONOMIE, FORMATION, MÉMOIRE)	47
IV. LA LUTTE CONTRE LE RACKET	49
V.1. PRÉSENTATION DU NO MAFIA WALKING TOUR.....	49
V.2. PROGRAMME DE LA VISITE.....	50
BIBLIOGRAPHIE.....	56

Crim'HALT remercie toutes celles et ceux qui ont rendu possible ce travail de réflexion : les bénévoles et citoyens engagés, les professionnels de l'ESS, les chercheurs et experts du droit et des sciences sociales en général, les élus et membres d'institutions régionales, nationales, européennes impliqués, et enfin les amis et relais italiens pour leur indéfectible lutte contre le crime organisé. Ils sont tous une source permanente d'inspiration pour l'association dans ses actions menées depuis 2014.

"Livre blanc d'un séjour de formation organisé par l'association Crim'HALT comme Alternative et cofinancé par le programme Erasmus+ de l'Union européenne"



Erasmus+

L'ÉDITO

Je n'ai jamais douté de la voie à suivre.

Nous n'avons jamais renoncé à partir à Palerme comme nous le souhaitions, autour du 9 mai , car c'est précisément la date de l'assassinat de Peppino Impastato. Peppino fut un jeune militant antimafia assassiné en 1978. Sa mort brutale a entraîné une mobilisation citoyenne antimafia toujours vivace plus de 45 ans après ! Il est l'unique exemple d'un enfant né dans la mafia à cause de son père lui-même mafieux, et qui va se rebeller contre elle, en se rebellant contre son père.

Notre groupe était là, le 9 mai 2022, à Cinisi, juste à côté de Palerme, en soutien à toute une province mobilisée pour défendre la mémoire de ce jeune militant qui fut leur voisin, leur ami, leur modèle ; pour apprendre du parcours courageux de ce jeune militant que la mafia a tué. Notre présence était d'autant plus symbolique que 2022 marquait aussi le triste anniversaire des 30 ans des assassinats des magistrats Falcone et Borsellino.

Organiser une formation de sept jours pour 26 personnes en s'entêtant pour qu'elle se déroule autour d'une unique date annuelle, le 9 mai, se révélait risqué ; même avec le soutien de l'Agence Erasmus et de nos partenaires italiens, et même avec notre solide expérience : en 2020, la mort dans l'âme, nous avons dû annuler notre deuxième formation en Calabre qui devait se dérouler en avril. Vous vous souvenez du confinement... Au mois de septembre 2020, nous avons tout de même réussi à partir en Calabre, dans un contexte de crise mondiale. Une gageure ! La veille de notre départ, ce fut l'enfer pour obtenir des tests PCR qui devenaient, le jour-même, obligatoires. Nous avons appris cette année-là, à ne jamais renoncer et à faire preuve de résilience.

Notre troisième formation fût ensuite programmée au mois de mai 2021. Or, au printemps, les autorités italiennes imposèrent une quarantaine de cinq jours à l'arrivée sur le sol italien et ce, même avec des tests négatifs. Nous avons certes l'opportunité de résider dans un hôtel confisqué à la mafia... mais cinq jours isolés en chambre, soit la durée totale de notre formation, cela aurait été une drôle de façon d'appliquer ce qui est censé être un travail de terrain et d'échanges ! Malgré la fin de ses mesures au mois de juillet 2021, nous avons décidé de reporter d'un an notre voyage pour être justement présents le 9 mai 2022 à Cinisi dans la ville de Peppino. Beaucoup de tracas, d'énergie dépensée mais un pari réussi !

2021 fut une année terrible aussi pour d'autres raisons. À Marseille, dans les quartiers populaires, les familles ont subi un été de violence et de deuil : Kawtar, 17 ans, puis Rayanne, 14 ans, décèdent sous des balles qui ne leur sont pas destinées. Kawtar et Rayanne viennent rejoindre une liste que la France ne tient pas à jour, celle des "victimes innocentes" du crime organisé dans notre pays. Rayanne, Katwar, Sarah, Abdelghani, Jacques, Maxime, Laurent et

encore Jacqueline, Bernard, Françoise, Pierre, François et les autres... Un an plus tard, la maman de Rayanne et d'autres parents de victimes françaises vinrent à Palerme en formation.

Si en 2021, il n'y eut pas de formation Erasmus+ pour Crim'HALT, l'association est restée tout de même sur le pont avec la mise en place d'un autre projet européen : le projet COESO (programme de soutien à la recherche participative en sciences sociales et humaines). Sous la responsabilité de l'EHESS (École des Hautes Études en Sciences Sociales), le média européen participatif CafeBabel magazine et Crim'HALT ont accompagné une journaliste, Mathilde Dorcadie, et un chercheur (celui qui écrit ses lignes) afin de travailler en commun sur l'usage social des biens confisqués en Italie, sur deux terrains d'étude, Gênes et Casal di Principe (ville proche de Naples).

2021 fut aussi une année pleine d'espoir puisque fut votée au mois d'avril la Loi sur l'Usage Social des Biens Confisqués (que nous avons pris l'habitude d'appeler l'USBC). Nous avons dès lors attendu avec impatience son décret d'application, qui fut publié le 3 novembre de la même année, trois mois après la diffusion de la 2^e version mise à jour de notre Livre Blanc. Ce livre blanc d'août 2021 retraçait justement notre longue activité de plaidoyer pour obtenir cette loi en France. Nous y proposons aussi que la date du 21 mars devienne pour toute l'Europe la Journée européenne des victimes innocentes du crime organisé. Il est toujours en ligne en accès libre et gratuit (Usage social des biens confisqués : le livre blanc).

Le présent livre blanc, édition 2022-2023, prend la forme d'un guide destiné à présenter des informations obtenues lors de notre formation Erasmus+ à Palerme. Il nous est paru important de produire un document de synthèse qui puisse fournir une référence concernant les deux thèmes de l'antimafia sociale que Crim'HALT défend : la mémoire des victimes et l'usage social des biens confisqués, au moment où la France applique ce dispositif sur son territoire. Il a été rédigé par Gabriel que nous remercions pour son travail exceptionnel et bénévole. Le texte est agrémenté des dessins de Cyrille, dessinateur qui nous a accompagné à Palerme

Ce troisième Livre Blanc est logiquement publié le 21 mars 2023, car nous croyons en la force des symboles, en la puissance de la mémoire collective. 21 mars 2023 : journée en mémoire des victimes innocentes du crime organisé

Nous espérons que cet ouvrage facilitera ou orientera l'engagement et la prise de décision des lectrices et des lecteurs sur le sujet.

Fabrice Rizzoli,
Président fondateur de Crim'HALT

PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION CRIM'HALT

Créée en 2014, Crim'HALT est une association qui a pour objectif de sensibiliser aux problématiques de la grande criminalité ainsi qu'aux moyens de lutter contre des phénomènes qui vont du blanchiment d'argent au trafic humain. Sa vocation transdisciplinaire et européenne est inscrite dans son ADN puisque Crim'HALT prolonge le projet européen FLARE Network¹ né en 2008 sous l'égide de l'ONG italienne Libera. FLARE entendait promouvoir les droits fondamentaux comme des outils contre le crime organisé. Le programme est arrêté en 2015. Crim'HALT reprend le flambeau pour mettre en réseau les différents acteurs de la société civile qui luttent de près et parfois de loin contre la criminalité organisée en Europe. Dans un contexte de densification mondiale des dynamiques criminelles transfrontalières, l'association veille à la coopération internationale. Elle est aujourd'hui présidée par un géopolitologue italianophone vivant en Île-de-France. Son vice-président, d'origine calabraise mais domicilié à Bruxelles, est le directeur du média européen édité en 5 langues, CaféBabel. Cette direction imprime ainsi une vision transnationale à des actions qui sont de plusieurs ordres.

L'association Crim'HALT agit tout d'abord pour la sensibilisation des institutions, suivie de celle du grand public, avec des méthodes innovantes de lutte contre la grande criminalité. Elle travaille également à la **diffusion de bonnes pratiques**. Elle s'appuie depuis sa création sur l'exemple des législations ou des solutions pratiquées dans d'autres pays européens que la France, notamment sur la législation italienne qui est particulièrement avancée en la matière.

INFORMER

Depuis 2015, Crim'HALT a produit 521 articles sur son site afin de sensibiliser aux pratiques de la grande criminalité et à la place que devrait tenir la société civile dans la lutte contre ces activités criminelles. Pour sensibiliser à la grande criminalité, les membres du conseil d'administration interviennent régulièrement dans des ciné-débats, des conférences et dans des médias grand public (France 24, RAI, RTL, Mediapart etc.) pour décrypter l'actualité en tant qu'experts. L'association est présente sur des plateformes web via un réseau de journalistes travaillant dans plusieurs pays européens. Crim'HALT participe aussi à des documentaires tels que l'enquête allemande de Sandro MATTIOLI, président de l'association "Mafia Nein Danke" sur le trafic de déchets en Europe. Depuis 2020, Crim'HALT délivre des podcasts dans une émission de sa conception : « Crim'Sous Cric », pour attirer un public jeune.

FORMER

Crim'HALT entretient des liens étroits avec le monde universitaire français en participant à des séminaires, tels que ceux de l'EHESS "Hors la Loi" animés par le docteur Antoine Ducoux. Elle nourrit des échanges scientifiques internationaux constants avec des universitaires italiens, allemands, suisses, anglo-saxons. Crim'HALT intervient dans les établissements scolaires : école primaire (projet BD Brancaccio), collèges, lycées et universités afin de défendre les valeurs démocratiques contre la grande criminalité, souvent à l'invitation de professeurs d'italien, qui traitent de la lutte antimafia dans leur programme.

¹ Acronyme de *Freedom Legality And Rights in Europe* : Liberté, Légalité et droits fondamentaux en Europe contre le crime organisé transnational

ANIMER - ÉCHANGER

Pour développer une connaissance commune des phénomènes criminels à l'échelle européenne, l'association organise des manifestations. Elle a co-créé en 2015 le salon "Des Livres et l'Alerte", accueillant des lanceurs d'alerte issus d'horizons très divers. Elle intervient en Belgique avec l'association "Cultura Contro Camorra", au Luxembourg, et avec l'association "Amis de Libera Suisse". Crim'HALT a ainsi invité à Paris en décembre 2019 la représentante du "Comitato don Peppe Diana" (Campanie) pour une conférence antimafia. À l'automne 2019, un collectif citoyen corse a fait appel à des membres de Crim'HALT afin de travailler à la promotion de la création d'un délit d'association mafieuse. Crim'HALT organise des dégustations de produits alimentaires faits par des coopératives sur des terres confisquées à la mafia notamment grâce au groupe d'achat solidaire aux coopératives italiennes animé par Franco Iannello de Cultura contro Camorra". Le public perçoit alors de la manière la plus forte le goût de la légalité contre celui du pouvoir mafieux : **c'est l'antimafia par le ventre ».**

Depuis 2019, Crim'HALT s'insère dans des échanges de bonnes pratiques en Europe grâce aux projets Erasmus+. En 2021, Crim'HALT participe au projet de recherche européen COESO. Coordonné par l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, ce projet a pour objectif de soutenir la recherche participative en sciences sociales et humaines. En collaboration, Café Babel magazine, et Crim'HALT ont étudié pendant un an l'utilisation sociale des biens confisqués en Italie. Les résultats de cette recherche sont déclinés sous forme d'articles de presse grand public et d'un article académique. La diffusion prévoit la création d'outils pour sensibiliser un jeune public. Enfin, en 2022, Crim'HALT est choisi comme partenaire dans un projet du département justice EU. Coordonné par l'université de Caserte (Italie), le projet (RINSE) vise à favoriser la reconnaissance mutuelle des décisions en matière de saisie et de confiscation d'actifs.

ORIENTER

L'activité de plaidoyer est permanente. L'association discute avec des acteurs variés de la société civile (ONG, ESS etc.) et du monde législatif (élus nationaux, locaux, européens etc.). Crim'HALT a ainsi accompagné le dépôt de trois amendements s'inspirant d'expériences des voisins européens entre 2012 et 2017 dans le cadre des projets de loi "Égalité & Citoyenneté" et de la loi relative à l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Ils n'ont pas été votés. Crim'HALT sait tirer parti de ce type d'échec pour mieux identifier les solutions applicables en France. Sur ce sujet, elle a choisi de s'inspirer de l'Italie.

L'Italie possède un corpus de lois antimafias efficaces, dont la loi de 1996 qui permet la réutilisation sociale des biens confisqués (terrains, immeubles mais aussi entreprises). Elle est encore mal connue en France mais a inspiré une proposition de loi présentée en mars 2019 à l'Assemblée nationale française. Il a fallu de nombreuses années de plaidoyer auprès des parlementaires pour que l'idée fasse son chemin. Crim'HALT a été un acteur précoce de ce plaidoyer. Cette proposition de loi française, en passe d'être votée en 2020 avant la crise sanitaire, est désormais une réalité depuis 2021. Cette loi favorise le rôle bénéfique des associations et des acteurs de l'ESS dans la lutte anti-criminalité. Crim'HALT accompagne désormais le post-législatif, l'application de loi dont la jurisprudence est à construire sur plusieurs années.

Dans cette perspective, FLARE France avait milité pour un statut de coopérateur de justice qui avait fait ses preuves en Italie et au Benelux. Ce statut ayant été voté en France en 2014, Crim'HALT milite aujourd'hui pour l'amélioration du dispositif. Ainsi, le président de Crim'HALT a été cité comme expert en 2019 aux Assises d'Aix-en-Provence dans le cadre d'un procès impliquant le milieu corse, afin d'éclairer la Cour sur le modèle italien de collaboration

d'anciens mafieux avec la Justice. À l'automne 2019, le président de l'association s'est rendu à Bruxelles pour échanger avec des ex-fonctionnaires européens qui ont ensuite été accueillis à Paris lors d'une conférence à la Fondation suisse Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH). En 2022, suite à la montée de la violence en Belgique de la part d'organisation criminelle, Crim'HALT, à l'invitation de l'association Culture Contre Camorra, a participé à des événements de sensibilisation d'outils antimafias à implémenter en Belgique notamment l'usage social des biens confisqués soutenu par l'association antimafia belge Basta.

Crim'HALT entend mener une activité de plaidoyer sur six points fondamentaux, dont l'usage social des biens confisqués, la reconnaissance des victimes innocentes du crime organisé, et celle du délit d'association mafieuse sont développés dans ce livre blanc. Outre ces derniers points, il a également semblé important à l'association de soumettre une réforme du processus de confiscation, de remplacer le statut de "collaborateur" de justice par celui de "coopérateur" de justice (cf. [Tribune de Crim'HALT au Monde : réflexions autour du statut de « coopérateur » de justice](#)) et de promouvoir la protection de l'indépendance de la justice. Ces directions sont accompagnées de plusieurs suggestions de notre part que nous vous invitons à découvrir.

I. INTRODUCTION

I.1. MÉTHODOLOGIE : LA FORMATION EN MOBILITÉ ERASMUS +

Depuis sa création, Crim'HALT est convaincue de la portée du système italien de lutte contre la mafia, phénomène criminel le plus abouti et le mieux étudié au monde.

Si certains de ses dirigeants ont eu l'occasion de se rendre sur les terrains confisqués à la mafia, les autres membres et relais de l'association ne pouvaient appréhender l'USBC qu'avec des chiffres et des statistiques publiés. Ces derniers demeurent malheureusement partiels. L'absence de représentation concrète de l'impact de ces pratiques sur l'économie et le quotidien des personnes concernées était en effet un frein pour soutenir un débat. Crim'HALT avait besoin de développer des arguments pour sensibiliser le public français sur les bénéfices que cette pratique pourrait avoir en France. Érigeant la législation italienne en véritable solution contre la grande criminalité, l'association a tenu à affermir sa légitimité dans son lobbying pour la transposition d'une loi étrangère.

L'Agence française **Erasmus+** a été le bon interlocuteur pour Crim'HALT. Erasmus+ est le programme européen dédié à l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport (2014-2020 2021-2027). Il aide les organisations à travailler dans le cadre de partenariats internationaux et à partager les pratiques innovantes dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la jeunesse. Erasmus+ comporte également une importante dimension internationale, notamment dans le domaine de l'enseignement supérieur qui permet d'ouvrir le programme à des activités de coopération institutionnelle et de mobilité du personnel.

Crim'HALT a répondu aux appels à projet européen Erasmus+. Après plusieurs mois de préparation, le projet a été considéré comme éligible par Erasmus+. Un voyage d'observation de cinq jours a pu être organisé au printemps 2019 en Campanie près de Naples, puis en septembre 2020 en Calabre, et enfin au printemps 2022 en Sicile, sur des terres confisquées aux mafias. **Le but de ces séjours était de découvrir les bonnes pratiques de l'antimafia sociale et de se former aux techniques de plaidoyer et de mise en œuvre de l'usage social des biens confisqués.**

Ces mobilités ont permis de former les membres de Crim'HALT au cours d'activités alternant des temps de découverte de projets associatifs sur des terres confisquées à la mafia et des temps de formation, au cours desquels différents experts sur la question de la lutte contre la criminalité organisée présentaient leurs points de vue, analyses et parcours.

L'objet de ce deuxième livre blanc est de présenter la formation obtenue lors du troisième projet Erasmus+. Pour lire le premier livre blanc présentant la formation obtenue lors du premier et du deuxième projets Erasmus+, cliquez sur le lien suivant : [Livre blanc 1](#)

Grâce au soutien de l'Agence Erasmus+, Crim'HALT a pu mettre en œuvre en Sicile un projet de coopération au niveau européen, avec plusieurs partenaires italiens.

I.2. NOS PARTNAIRES ITALIENS

I.2.A. Le « Centro Siciliano di Documentazione Giuseppe Impastato »

Le « Centro Siciliano di Documentazione Giuseppe Impastato » est le premier centre d'étude sur la mafia à avoir vu le jour en Italie. Fondé en 1977 par Umberto Santino et Anna Puglisi, il a été officiellement créé en tant qu'association culturelle en mai 1980 et porte le nom du militant de la Nouvelle Gauche Giuseppe Impastato, assassiné par la mafia le 9 mai 1978. Depuis 1998, le « Centro Siciliano di Documentazione Giuseppe Impastato » est transformé en ASBL (Association sans but lucratif d'utilité sociale). En décembre 2019, le « Centro Siciliano di Documentazione Giuseppe Impastato » a obtenu la reconnaissance en tant que personne morale de la Préfecture de Palerme.



Avec le projet de recherche Mafia et société, le « Centro Siciliano di Documentazione Giuseppe Impastato » a lancé une analyse scientifique du phénomène mafieux, en menant des recherches sur le meurtre à Palerme, sur les entreprises mafieuses, sur le trafic international de drogue, sur la relation mafia-politique, sur les idées mafieuses, sur l'histoire de la mafia, sur l'histoire du mouvement anti-mafia, sur la mafia et la mondialisation, sur le rôle des femmes dans la mafia et dans le mouvement anti-mafia. Les recherches ont été publiées dans des volumes édités par le Centre ou par des maisons d'édition.

I.2.B. Le «No Mafia Memorial»



Logo du « No Mafia Memorial »

Le « No Mafia Memorial » est un musée créé en 2015 sous l'impulsion du « Centro Siciliano di Documentazione Giuseppe Impastato » et avec la participation de la ville de Palerme. Il est dédié à la mémoire de la lutte contre la mafia.

Il propose notamment une visite sur la mafia et l'anti-mafia, de ses origines à nos jours, un laboratoire pédagogique, une médiathèque avec les archives du « Centro Siciliano di Documentazione Giuseppe Impastato » ainsi qu'un lieu de recherches et de rencontres.

La mission du « No Mafia Memorial » est de raconter et de faire revivre une histoire de l'Antimafia. Celle-ci est souvent réduite à quelques épisodes récurrents dans les médias et avec l'utilisation répandue de stéréotypes. Le « No Mafia Memorial » donne à voir le développement du phénomène mafieux dans toute sa complexité. Les interactions entre les divers aspects de la mafia sont évoquées : aspects criminels, économiques, politiques, sociaux et culturels. Le Mémorial raconte les luttes contre la mafia au niveau judiciaire, institutionnel et social, politique et culturel.

I.2.C. Le «Comitato Addiopizzo »

Le « Comitato Addiopizzo » est une association de citoyens créée en 2004 à Palerme pour lutter contre la mafia. Comme l'indique clairement son nom « addio » qui signifie « adieu » et « pizzo », qui est l'impôt mafieux, cette lutte passe par une résistance au racket, qui est une des bases sur laquelle repose la mafia.

Dans cette ville d'environ 720 000 habitants et qui compte des dizaines de milliers d'activités commerciales, on estimait en 2003 que le racket mafieux touchait 80 % des magasins et des entreprises de la ville alors que de nos jours grâce au travail du « Comitato Addiopizzo » **ce nombre a chuté dans une fourchette comprise entre 40% et 50% des magasins et des entreprises de la ville.**

La mission de l'association est de créer un réseau de consommateurs et de commerçants qui refusent le racket. Le « Comitato Addiopizzo » appelle donc les consommateurs à soutenir les commerçants rebelles en s'adressant à eux en priorité, de manière à ce que les courses quotidiennes ne servent pas à financer la mafia. « Comitato Addiopizzo » réalise également des opérations de sensibilisation dans les écoles, dans les journaux, sur les réseaux sociaux, des opérations de collage, des manifestations, la publication d'une liste de commerçants et de consommateurs dénonçant le racket et la vente de goodies. Le comité a aussi créé une agence de voyage responsable et antimafia très efficace en matière de logistique.



Logo du Comitato Addiopizzo

I.2.D. La coopérative « Calcestruzzo Ericina Libera »

La coopérative du ciment Calcestruzzi Ericina Libera est le premier exemple d'entreprise saisie et confisquée qui ne cesse pas son activité alors que le propriétaire mafieux est exproprié. En effet, durant la saisie, un administrateur judiciaire soutenu par les autorités en particulier préfectorales ont tout fait pour que la cimenterie ne ferme pas. Au moment de la confiscation, les salariés ont décidé de constituer en coopérative dans le but de devenir autonome et par volonté des employés de garder leur emploi et de travailler dans l'entreprise.

La société mafieuse a été définitivement confisquée à la mafia en juin 2000. Débute alors un long et difficile parcours qui, grâce à l'engagement de beaucoup, à commencer par les propres travailleurs de l'entreprise, a réussi à vaincre toutes les tentatives de boycott et de pollution mafieuse, et permet aujourd'hui la création d'une nouvelle entreprise saine et propre.

Comme le prévoit la loi 109 de 1996 sur l'utilisation sociale des biens confisqués à la mafia, en effet, les biens sociaux de la coopérative « Calcestruzzi Ericina Libera » sont confiés à la coopérative formée par les travailleurs de l'entreprise : « Calcestruzzi Ericina Libera ».

Mais ce n'est pas tout.

Dans la zone de l'usine de Trapani, une usine de recyclage des agrégats, technologiquement avancée pour l'Italie, a été construite à côté des structures entièrement rénovées pour la production de béton.

Ainsi, une véritable chaîne commerciale a été créée, qui permet de récupérer et de transformer en ressource des matériaux autrement destinés à finir dans des décharges, ou pire encore abandonnés dans l'environnement.

Il s'agit d'un résultat important rendu possible par l'action conjointe des institutions (Préfecture de Trapani, Police et Parquet, Agence des biens de l'État, Région de Sicile), l'engagement constant de Libera, la contribution des entreprises privées et des associations professionnelles (Unipol Banca, Anpar et Lega Coop), la passion et le sens des responsabilités de ceux qui ont administré l'entreprise pour le compte de l'État et de ceux qui ont continué à y travailler.

"La synergie entre la société civile et les institutions pour atteindre des objectifs communs est une combinaison gagnante". Fulvio Sodano, préfet de Trapani.

Aujourd'hui, la nouvelle entreprise est candidate à un rôle important sur un marché, celui de la construction, rendu encore plus difficile par la présence envahissante des organisations mafieuses.

Les membres de la coopérative « Calcestruzzi Ericina Libera » savent qu'ils ont ce qu'il faut, pour la qualité de leur travail et de leurs produits : des matériaux obtenus par le traitement et le recyclage des agrégats, au béton. Des matériaux et des produits qui ont une valeur ajoutée : celle de la légalité.



Logo de la coopérative « Calcestruzzi Ericina Libera »

I.2.E. La cooperative « Placido « Rizzotto Libera »

La coopérative « Placido "Rizzotto" Libera Terra » a été créée en novembre 2001. Il s'agit de la première coopérative de jeunes constituée pour la gestion des terrains confisqués à la mafia dans les communes du Consortium pour le développement et la légalité, où elle fournit des emplois aux personnes défavorisées, en créant des opportunités d'emploi inspirées des principes de solidarité et de légalité. La méthode de culture choisie dès le départ est biologique et la production est entièrement artisanale, afin de garantir des produits bons et de qualité qui préservent l'ancienne saveur de la tradition sicilienne.

Le chemin vers sa constitution a été rendu possible grâce à l'extraordinaire engagement et à la collaboration efficace entre les organisations institutionnelles et antimafias telles que le Consortium Sviluppo e Legalità, la Préfecture de Palerme et l'Association Libera. La coopérative a fait ses premiers pas en juillet 2001, avec la publication d'un appel à la sélection de 15 jeunes chômeurs pour la constitution d'une coopérative de gestion des terrains confisqués du Consortium Sviluppo e Legalità. Après trois mois de formation intense, coordonnée par Italia Lavoro et l'association Libera, le 22 novembre 2001, la Cooperativa sociale Placido Rizzotto - Libera Terra est créée et commence à cultiver les 155 hectares de terre, confisqués à des patrons de la trempe de Brusca

CENTOPASSI

Logo de la coopérative « Placido Rizzotto Libera Terra »

le battage du blé semé sur ces terres rendues particulièrement fertiles par les années d'abandon. Depuis lors, malgré quelques difficultés, la folie lucide des membres, beaucoup d'huile de coude, d'idées et une bonne dose de bonne volonté, les garçons et les filles de la Coopérative continuent à croire et à s'engager dans le projet de récupération des terres confisquées à la mafia.

et Riina (condamnés pour des centaines d'homicides), terrains, jusqu'alors, laissés dans un état d'abandon total. Les mois suivants ont été très mouvementés : le siège opérationnel a été installé, grâce à une contribution de Coopfond, les tracteurs confisqués à certains mandataires de Riina ont été remis en route, et les premières parcelles de terre ont étéensemencées. Enfin, le 8 juillet 2002, la récolte du blé de l'espoir a débuté. A Corleone, dans la vallée du Gorgo del Drago, théâtre des combats du jeune secrétaire de la Chambre du travail, Placido Rizzotto, a commencé

I.2.F. La station de la radio de la Rai « Rai Radio Live »



« Rai Radio Live » est une station de radio thématique publique italienne publiée par la Rai, qui diffuse des programmes musicaux en direct et des événements dans le territoire.

I.2.G. Le programme d'information de la troisième chaîne de télévision de la Rai « TGR Rai »

« TGR Rai » (Telegiornale Regionale, en français Téléjournal Régional) est le programme d'information régional de la troisième chaîne de télévision de la Rai.



Logo du programme d'information de la troisième chaîne de télévision de la Rai « TGR Rai »

I.3. PARTICIPANTS : 26 OBSERVATEURS DE CRIM'HALT 2022

I.3.A. Erasmus +3 sur les terres libérées de la mafia en Sicile (formation du 6 au 12 mai 2022)

Fin 2021, Crim'HALT remporte un troisième appel à projet européen Erasmus+ dit « Mobilité de l'Education des Adultes » .

Pendant 7 jours, l'équipe de « Crim'HALT », des membres de l'association « Anticor », de l'association « ABCDE » (Association Bonifacienne Comprendre et Défendre l'Environnement), de l'association « Terre de liens », du collectif « Maffia NÒ – A vita IÈ », du « Cullittivu Anti mafia Massimu Susini », des journalistes et des parents de victimes du crime organisé en France visitent, débattent et interagissent avec des acteurs locaux de l'Antimafia dans les Provinces de Palerme et de Trapani en Sicile.

Ce séjour de formation a pour objet l'étude de deux pans de l'Antimafia sociale : la mémoire des victimes innocentes du crime organisé dans nos pays et l'usage social des biens confisqués à la mafia en Italie.

Cet échange a été permis grâce à nos partenaires italiens : le « Centro Siciliano di Documentazione Giuseppe Impastato », le « No Mafia Memorial », le « Comitato Addiopizzo », la coopérative « Calcestruzzi Ericina Libera » et la coopérative « Placido Rizzotto Libera » et l'hôtel "San Paolo."

I.3.B. Participants Crim'HALT

- Antoine Aillaud, animateur sportif, parent de victime : beau-père de Nicolas Montigny assassiné en 2001 : [POUR MÉMOIRE L'engrenage d'une vendetta raconté par la mère de la victime](#)
- Mehdi Ajerar, étudiant en criminologie
- Nora Begué, parent de victime : mère de Rayanne assassiné en 2021 : [« CE N'ÉTAIT PAS UN DEALER »: LE TÉMOIGNAGE DE LA TANTE DE L'ADOLESCENT DE 14 ANS TUÉ À MARSEILLE](#)
- Davide Breml, secrétaire de l'association « [Crim'HALT](#) »
- Hélène Constanty, journaliste, essayiste : [Une anti-mafia sociale et solidaire: l'ambitieux modèle calabrais](#)
- Guy Cucchi, pêcheur
- Vincente Cucchi, présidente de l'association « [ABCDE, \(Association Bonifacienne Comprendre et Défendre l'Environnement\)](#) », Co-présidente du CA de « [TDL Corsica](#) »
- Josette Dall'Ava-Santucci : membre du collectif « [Maffia NÒ – A vita IÈ](#) »
- Bérengère Denizeau, docteure en traductologie et traductrice juridique (EN/IT > FR) : [Vers une traduction des lois antimafias italiennes en France](#)
- Nassar Douidi, juriste référent de l'association « [Anticor](#) »
- Rachid Hertouch, réalisateur

- Fabrice Laurent, journaliste : Phénomène mafieux en Corse : les collectifs antimafias partagent l'analyse de la Jirs
- Stefanu Manunta, parent de victimes : frère de Carla Serena Manunta et fils d'Angèle Manunta gravement blessées lors d'une tentative d'assassinat visant son père Yves Manunta en 2011, ce dernier ayant été assassiné en 2012 : Tentative d'assassinat de la famille Manunta : un témoin et la guerre des clans
- Céline Maren parent de victime : La colère de la grand-mère de Rayanne, tué à l'âge de 14 ans à Marseille
- Cyrille Michelis, dessinateur
- Jean-Jérôme Mondoloni, avocat, membre du « Cullettivu Anti mafia Massimu Susini »
- Anna Laura Muretti, contrôleur de gestion, parent de victime : sœur de Nicolas Montigny assassiné en 2001 : Sept suspects pour un cadavre
- Michèle Parade, musicienne
- Gabriel Penfornis, étudiant en droit, stagiaire dans l'association « Crim'HALT »
- Jean-Toussaint Plasenzotti, enseignant de langue corse, membre du « Cullittivu Anti mafia Massimu Susini », parent de victime : oncle de Maxime Susini assassiné en 2019
- Héroïse Rambert, journaliste
- Flavia Rizzoli, lycéenne, stagiaire dans l'association « Crim'HALT »
- Fabrice Rizzoli, co-fondateur de l'association « Crim'HALT »
- Isabelle Souquet, journaliste : En Calabre, sur les terres de l'anti-mafia
- Vianney Turbat, secrétaire de l'association « Crim'HALT »

- Elise Van Beneden, présidente de l'association « Anticor ».



L'équipe de Crim'HALT devant l'« Arbre Falcone »

II. AIDER LES VICTIMES : DÉVELOPPER LA MÉMOIRE

II.1. LA DÉFENSE DE LA MÉMOIRE DES VICTIMES INNOCENTES DU CRIME ORGANISÉ EN FRANCE

- L'action de Crim'HALT pour la défense des victimes du crime organisé n'est pas nouvelle puisque l'association a déjà organisé le prix Falcone pour récompenser, en 2016, un couple d'entrepreneurs rackettés et un maire menacé. L'association est en contact permanent avec des maires corses ayant subi des menaces et des familles dont un membre a été assassiné.

- Depuis 6 ans, Crim'HALT a tissé des liens avec des victimes du crime organisé souvent très isolées. Des rapprochements ont été menés avec les collectifs de victimes récemment formés à Marseille et en Corse. Les expériences d'observation (notamment campanienne de 2019) aident à comprendre ce qu'est une victime, son identification, sa psychologie, et la reconnaissance de son statut. **Grâce à ces formations de terrain sur le sol italien, Crim'HALT a acquis les outils pour aider les victimes françaises à la construction de leur propre mémoire collective.** Avec des déplacements dans des pays où les pratiques servent de modèles pour l'association, Crim'HALT renforce son réseau d'acteurs de la mémoire des victimes du crime organisé. Les échanges avec des personnes rencontrées lors des formations deviennent réguliers et certains liens amicaux vont même se tisser.
- Concrètement, cette construction doit être menée en Corse, en Seine-Saint-Denis, dans les grandes métropoles telles que Paris, Marseille, Lyon, Toulouse, Nantes ainsi que désormais dans des villes de moins d'importance telles que Limoges ou Toulon, où les victimes innocentes des règlements de comptes sont nombreuses.
- L'éveil de la société civile française suite à l'assassinat de Massimu Susini, un jeune militant environnementaliste, en Corse, en septembre 2019, a fait émerger un nouveau besoin d'action axé sur la défense des victimes du crime organisé en France. Entre 1985 à 2015, il y a eu 30 homicides par an, liés à ce phénomène en Corse (pour 300 000 habitants). Par comparaison, il y a environ 30 homicides par an dans l'agglomération de Marseille.
- Crim'HALT défend l'idée que cette mémoire est un moyen d'informer le grand public et de faire reculer la violence et l'impunité. **Le développement économique est associé à la mémoire.** En Italie, certaines, parmi les nombreuses coopératives, portent le nom des victimes, telle la 1^{ère} coopérative italienne fondée en 2022 sur un bien confisqué, portant le nom de Placido Rizzotto, syndicaliste assassiné par la mafia en 1948.
- La défense de la mémoire des victimes du crime organisé aboutit à la création de structures pédagogiques (musées, centres documentaires etc.), touristiques (agriturismo, chambres d'hôtes, restaurants etc.) et finit par changer les mentalités. Cela permet d'amorcer une antimafia proactive ainsi qu'inclusive et non plus de discours (cf. *CRIM' SOUS CRIC. Emission 18 : Défendre la mémoire des victimes du crime organisé, en France aussi...*).
- Depuis 1996 en Italie, grâce à l'ONG Libera, le 21 mars, jour du printemps et du renouveau, est la Journée de la Mémoire des victimes de la mafia.

Crim'HALT propose que cette date du 21 mars devienne pour toute l'Europe la "Journée européenne des victimes innocentes du crime organisé".

Début du cortège d'un défilé à la mémoire des victimes innocentes de la mafia le 21 mars 2021 dans une ville italienne



II.2. LA DÉFENSE DE LA MÉMOIRE DES VICTIMES DU CRIME ORGANISÉE EN ITALIE, EN SICILE

II.2.A. Mémorial de Capaci à la mémoire du Juge antimafia Giovanni Falcone, de sa femme et de son escorte policière

Autrefois, il s'agissait d'un lieu où la mafia commettait un acte de terreur afin d'imposer son hégémonie sur le territoire. Aujourd'hui, il s'agit d'un imposant mémorial et d'un parc de la mémoire, dans lequel se trouve un sanctuaire avec une télé qui diffuse les premières images après l'attentat, dédiés à ceux qui sont restés fidèles à leurs convictions et qui ont risqué leur vie pour débarrasser l'Italie du fléau mafieux, ainsi qu'à ceux qui ont perdu la vie à cause de la mafia alors qu'ils menaient pourtant leur vie sans lui faire de tort.



Mémorial à la mémoire des victimes de l'attentat contre la juge antimafia Giovanni Falcone

II.2.B. Manifestation à la mémoire du prêtre antimafia don Pino Puglisi assassiné par la mafia en 1993



Fresque représentant le prêtre antimafia Don Pino Puglisi

Autrefois, le quartier Brancaccio était un quartier où la mafia pensait qu'en assassinant un prêtre antimafia, elle retrouverait toute son influence auprès des habitants. Aujourd'hui, c'est un quartier où le souvenir de ce prêtre et de ses idées est omniprésent à travers les fresques, banderoles, panneaux et la statue le représentant, réalisés et entretenus grâce à la mobilisation des habitants.

II.2.C. Plaque à la mémoire du juge antimafia Rocco Chinnici, de son escorte policière et d'un civil assassiné par la mafia en 1983

Autrefois, il s'agissait d'une rue dévastée par une explosion criminelle qui visait à faire oublier, avec effroi, l'engagement d'un magistrat visionnaire, courageux et déterminé. Aujourd'hui, il s'agit d'une rue où se trouve une plaque commémorative portant l'inscription : « Pour que la mémoire des hommes qui ont défié la mort dans la poursuite des plus pures valeurs de justice reste impérissable. ».



Plaque à la mémoire des victimes de l'attentat contre le juge antimafia Rocco Chinnici

II.2.D. Affiche et flasque de sang à la mémoire de l'entrepreneur antimafia Libero Grassi assassiné par la mafia en 1991



Affiche et flaque de sang à la mémoire de l'entrepreneur antimafia Libero Grassi

Autrefois, il s'agissait d'un homme victime de l'indifférence des autres commerçants de la ville comme des institutions de l'époque qui ne l'avaient pas rejoint dans sa lutte contre la mafia et qui l'avaient progressivement isolé. Aujourd'hui, il s'agit d'une célèbre figure de l'antimafia dont les funérailles ont réuni 10 000 personnes ; une flaque rouge est peinte et entretenue par Addiopizzo à l'endroit où il a été assassiné. Ses idées ont conduit à la création d'un comité anti-racket actif dans toute la Sicile.

II.2.E. Arbre à la mémoire du juge antimafia Giovanni Falcone assassiné par la mafia en 1992 baptisé arbre Falcone devant son appartement

Autrefois, il s'agissait d'un habitant de la rue dont les voisins se plaignaient à cause du bruit des sirènes et auquel les Siciliens n'accordaient pas beaucoup d'intérêt. Aujourd'hui, il s'agit de la plus célèbre figure antimafia de l'Italie dont l'arbre rempli de dessins, de foulards, de casquettes et de messages touchants est devenu un lieu de pèlerinage pour des milliers de jeunes Italiens qui commémorent sa mémoire.



Arbre Falcone à la mémoire du juge antimafia Giovanni Falcone

II.2.F. Palerme No mafia walking tour: Piazza Della Memoria



Piazza della Memoria

Autrefois, il s'agissait d'une simple place piétonne mais très fréquentée qui séparait l'ancien et le nouveau palais de justice de Palerme. Aujourd'hui, il s'agit d'une place où figurent les noms et les dates d'assassinat par la mafia des onze magistrats entre 1971 et 1992. Une sculpture reproduit deux ailes rappelant les Nike de Samothrace et onze colonnes évoquent chacun des magistrats défunts ce qui met au cœur de la société civile la mémoire de ceux qui ont lutté contre la mafia.

II.2.G. Arbre à la mémoire du juge antimafia Paolo Borsellino et de son escorte policière assassinées par la mafia en 1992

Autrefois, il s'agissait d'une rue dévastée par une explosion criminelle qui avait tué 6 personnes et en avait blessé 24 autres dans le but d'assassiner une fois de plus un courageux magistrat. Aujourd'hui, il s'agit d'une rue avec un arbre rempli de dessins, d'écharpes, de casquettes et de messages touchants : elle est devenue un lieu de pèlerinage commémorant la mémoire de ces hommes et de ces femmes tragiquement tués ou blessés par la mafia.



Arbre à la mémoire des victimes de l'attentat contre le juge antimafia Paolo Borsellino

II.2.H. Défilé avec les associations antimafia de Terrasini (radio de AUT) a Cinsi, ville dont est originaire Peppino Impastato



Début du cortège du défilé à la mémoire du militant antimafia Peppino Impastato

Autrefois, il s'agissait d'une ville où la mafia régnait en maître et n'hésitait pas à tuer un courageux militant antimafia qui lui faisait du tort ainsi qu'à maquiller son meurtre en attentat suicide afin de salir sa mémoire. Aujourd'hui, il s'agit d'une ville où un défilé est organisé chaque année, le 9 mai, le jour de son assassinat, pour lui rendre hommage et honorer sa mémoire pour que son nom et ses idées ne tombent jamais dans l'oubli.

II.2.I. Stèle à la mémoire de Barbara Asta et de ses deux enfants assassinés par la mafia en 1985 lors d'une tentative d'assassinat du juge antimafia Carlo Palermo

Autrefois, il s'agissait d'une paisible route en bord de mer, dévastée par une explosion criminelle qui avaient tués une mère et ses deux enfants en route vers l'école lors d'une tentative d'assassinat d'un magistrat. Aujourd'hui, il s'agit d'une route où se trouve une stèle commémorative portant l'inscription : « Résignées à la mort pas à l'injustice, les victimes du 2-4-1985 attendent la rédemption des Siciliens de la servitude mafieuse. ».



Stèle à la mémoire des victimes de l'attentat contre le juge antimafia Carlo Palermo

II.2.J. La chaîne de télévision RAI 1 nous a invité à réaliser une émission de radio avec RCMF sur l'antimafia en Corse et en France, sur notre formation et sur la mémoire des victimes innocentes de la mafia



L'équipe de Crim'HALT au micro de « Rai Radio Live »

Avant notre formation, nous n'étions que des journalistes, avocats, universitaires et parents de victimes du crime organisé en France venant faire un séjour de formation dans le cadre d'un projet de l'Union européenne sur l'usage social des biens confisqués à la mafia et la mémoire des victimes innocentes de cette dernière en Italie sans réelles connaissances de ces sujets. Au moment de l'émission, nous avons réalisé l'importance de ces deux pans de l'Antimafia sociale et nous avons compris leur fonctionnement.

Avant notre formation, nous étions des journalistes, des avocats, des universitaires et des parents de victimes du crime organisé en France, motivés pour effectuer une formation dans le cadre d'un projet de l'Union européenne afin de mieux connaître le fantastique dispositif pionnier de l'usage social des biens confisqués à la mafia et d'observer la façon dont les Italiens entretiennent la mémoire des victimes innocentes de la mafia. Au moment de l'émission, nous avons accumulé de nombreuses connaissances grâce à notre formation riche en rencontres, ce qui nous a permis d'identifier les bonnes pratiques italiennes transposables en France sur ces deux pans indispensables de l'Antimafia sociale.

II.2.K. Mémorial de Portella Della Ginestra à la mémoire des 11 personnes assassinées et des 27 personnes blessées par la mafia en 1947

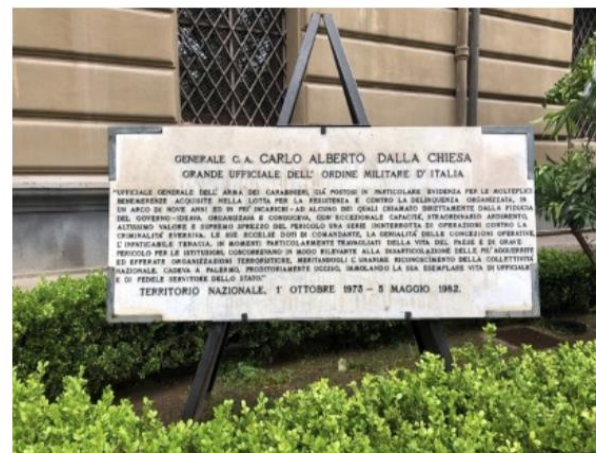


Mémorial à la mémoire des victimes du massacre de Portella della Ginestra

En 1947, dans cette plaine, 11 personnes furent assassinées et 27 personnes blessées alors qu'elles célébraient la fête du travail et la victoire du parti communiste aux élections. Les tueurs de la mafia et probablement d'autres personnes auraient voulu empêcher la participation de communistes au gouvernement en Italie. Aujourd'hui, il s'agit d'une plaine où de nombreux blocs de pierre ont été érigés et où 5 000 personnes se réunissent chaque année le 1^{er} mai pour rendre hommage aux victimes.

II.2.L. Stèle à la mémoire du Général Dalla Chiesa assassiné par la mafia en 1982

Autrefois, il s'agissait d'une ville où la mafia pensait pouvoir tuer le préfet de Sicile qui luttait contre elle, notamment en allant dans les écoles et vers les syndicats faire de l'Antimafia sociale comme le juge Rocco Chinnici, sans risquer de graves conséquences grâce aux liens qu'elle entretenait avec le pouvoir politique. Aujourd'hui, il s'agit d'une ville dans laquelle l'indignation suscitée par cet attentat, a entraîné l'adoption de la loi Rognoni-La Torre, le 13 septembre 1982 ; cette loi a infligé et inflige encore aujourd'hui d'importants revers à la mafia.



Stèle à la mémoire du Général Dalla Chiesa

II.2.M. Stèle à la mémoire du dirigeant du parti communiste italien et député antimafia Pio La Torre et de son chauffeur, assassinés par la mafia en 1982



Autrefois, il s'agissait d'un courageux député membre de la commission antimafia dont les politiques ne voulaient pas voter les lois antimafias qu'il proposait ; il fut assassiné dans l'indifférence générale. Aujourd'hui, il s'agit d'une figure emblématique de la lutte contre la mafia pour avoir proposé la révolutionnaire loi Rognoni-La Torre qui crée le délit d'association mafieuse et la possibilité de saisir les biens mafieux.

Stèle à la mémoire des victimes de l'attentat contre l'homme politique Pio La Torre

II.2.N. Interview de Crim'HALT par la RAI sur notre formation en Sicile

Autrefois, il aurait été impossible pour la presse italienne, sicilienne, d'aborder le thème de la mafia et encore moins de l'Antimafia sans encourir de représailles de la part de la mafia. Aujourd'hui, la presse italienne, sicilienne participe même à l'Antimafia sociale en donnant la parole à ses acteurs, ici des français en formation.



II.2.O. Stèle à la mémoire du militant antimafia Peppino Impastato assassiné par la mafia en 1978

Autrefois, il s'agissait d'un courageux militant antimafia qui militait au sein des forces de gauche, dénonçant la mafia de sa ville dans les émissions de la radio libre qu'il avait créé. Il fut assassiné par la mafia. Roué de coup, il fut déposé sur une voie ferrée avec des explosifs afin de le faire passer pour un terroriste. Aujourd'hui, Peppino Impastato est une figure de la lutte contre la mafia dont la mémoire a été réhabilitée grâce à l'enquête menée par ses proches. Son nom a été donné à un centre sur l'étude de la mafia et de l'Antimafia et un défilé est organisé en son honneur chaque année le 9 mai, jour de son assassinat.



L'équipe de Crim'HALT devant la stèle à la mémoire du militant antimafia Peppino Impastato

II.2.P. Formation à la Casa Memoria de Cinisi



L'entrée de la Casa Memoria

Il s'agit de la maison de la famille Impastato. Autrefois, le papa était un soldat de la famille mafieuse de la ville. Il faisait vivre la culture de la mafia avant que l'enfant aîné du couple ne se rebelle contre la mafia. Aujourd'hui, la maison Impastato est lieu de mémoire et de diffusion de la vérité et de la culture, un avant-poste de la résistance au pouvoir et à la mafia, le témoignage concret d'une expérience de lutte sans scrupules, d'une vie entière passée avec courage et détermination.

III. LE PREMIER MUSÉE DÉDIÉ À LA LUTTE CONTRE LA MAFIA : LE NO MAFIA MEMORIAL

III.1. PRÉSENTATION DU NO MAFIA MEMORIAL

Le 8 mai, nous avons réalisé une visite guidée du « No Mafia Memorial » avec deux célèbres figures de l'Antimafia, Umberto Santino et Anna Puglisi.

Le « No Mafia Memorial » est un musée créé en 2015 sous l'impulsion du « Centro Siciliano di Documentazione Giuseppe Impastato » et avec la participation de la ville de Palerme. Il est dédié à la mémoire de la lutte contre la mafia.

Il propose notamment une visite sur la mafia et l'Antimafia, de ses origines à nos jours, un laboratoire pédagogique, une médiathèque avec des archives ainsi qu'un lieu de recherches et de rencontres.



Drapeau du « No Mafia Memorial »

La mission du « No Mafia Memorial » est de raconter et de faire revivre une histoire, souvent réduite à quelques épisodes récurrents dans les médias avec l'utilisation répandue de stéréotypes, en combinant le double profil : du développement du phénomène mafieux, dans toute sa complexité, avec l'interaction de divers aspects : criminels, économiques, politiques, sociaux et culturels, des luttes contre ce phénomène au niveau judiciaire, institutionnel et social, politique et culturel.

Au cours de cette visite, nous avons pris conscience des différents aspects de l'Antimafia grâce à un grand nombre de salles où aucun détail n'avait été omis. Nous avons visité la salle sur le brigandage, celle sur le bandit Salvatore Giuliano, celle sur le massacre de Portella della Ginestra, celle sur le militant antimafia Giuseppe « Peppino » Impastato, celle sur les assassinats des membres des institutions, celle sur les routes de la drogue, ainsi que celle sur l'exposition Emotion 3.0 qui a été un moment d'émerveillement pour nos participants.

« Des années et des années de lutte contre la mafia et sa bourgeoisie ! Ce « No Mafia Memorial » est une révolution ! » Fabrice Rizzoli Crim'HALT

Cyrille, notre super dessinateur



III.2. PROGRAMME DE LA VISITE

III.2.A. La briganderie



CRIM'HALTIENS lisant des journaux qui évoquent le brigandage

Nous avons commencé notre visite par l'exposition sur le brigandage qui propose une mise au point sur ce phénomène dans le contexte historique et social dans lequel il est né et s'est développé.

Nous avons découvert que le brigandage était un phénomène omniprésent qui était particulièrement répandu dans la région méditerranéenne depuis le XVI^e siècle. La montée de l'aristocratie et la création des États ont eu, pour contrepartie, l'augmentation de la pauvreté et la prolifération des bandes armées. Derrière les bandits, il y avait souvent les seigneurs qui guidaient et planifiaient les opérations de ces derniers pour accroître leur influence. Les bandits ne craignaient donc aucune justice puisqu'ils étaient protégés par leur seigneur. Souvent, les grands seigneurs féodaux utilisaient même les bandits pour leurs querelles factieuses et pour faire la guerre à d'autres seigneurs féodaux rivaux.

Le brigandage a perduré et il a considérablement augmenté dans les années qui ont suivi la seconde guerre mondiale. Il s'agissait de bandes rurales répandues dans toute la Sicile et composées surtout de paysans, les chefs étaient généralement des artisans, des petits commerçants, des employés modestes, certains ayant un casier judiciaire. Leur dangerosité accrue venait du fait que chaque gang était doté d'un véritable arsenal militaire abandonné par l'armée allemande. Leurs activités comprenaient des extorsions de fonds, des vols et des enlèvements. La durée de vie des gangs était généralement assez courte, pas plus d'un ou deux ans, à quelques exceptions près. Le gang de Giuliano, qui a opéré de 1943 à 1950, était le plus célèbre et celui qui a duré le plus longtemps.



Écrêteaux sur le brigandage

III.2.B. Le bandit Salvatore Giuliano



Portrait du bandit Salvatore Giuliano

Dans cette salle, nous avons découvert la vie du bandit Salvatore Giuliano.

Il a opéré à partir de 1943. Il se présentait comme le défenseur de ceux qui étaient dans la même condition que lui. Il incarnait aux yeux des populations rurales de Sicile, l'image du bandit qui vole les riches pour donner aux pauvres. Cependant, les autorités accordent, entre autres à sa bande, 306 meurtres dont 98 policiers. Sa renommée qu'il devait en partie à Maria Cyliakus, une journaliste suédoise ambiguë, a dépassé le territoire sur lequel il opérait, ce qui l'a impliqué dans un jeu qui allait au-delà de l'histoire d'un pauvre hors-la-loi.

Les actions de sa bande se déroulent en trois périodes : la première peut être considérée comme du banditisme social, un acte de rébellion né des conditions de vie des classes subalternes ce qui lui a valu d'incarner aux yeux des populations rurales de Sicile l'image du bandit qui vole les riches pour donner aux pauvres ; la deuxième est dominée par l'engagement dans le mouvement séparatiste et dans la formation de l'EVIS (Armée Volontaire pour l'Indépendance de la Sicile) ; la troisième, aux côtés des forces anticomunistes, est marquée par le massacre de Portella Della Ginestra le 1er mai 1947 et par les attentats du 22 juin contre les réunions socialistes.

La mystérieuse vie de Salvatore Giuliano amènera le journaliste Tommaso Besozzi à baptiser son reportage pour l'hebdomadaire européen du 16 juillet 1950 à propos des plus de 16 versions de sa mort : « La seule chose sûre est qu'il est mort ». Assassiné en 1950, sa mort reste encore aujourd'hui sujet à controverse. Gaspare Pisciotta, son bras droit et supposé assassin a été empoisonné avec du café contenant une dose élevée de strychnine alors qu'il menaçait de faire des révélations sur les personnes dont Salvatore Giuliano dépendait.



CRIM'HALTIENS et Umberto Santino regardant des photos sur la bande du bandit Salvatore Giuliano

III.2.C. Le massacre de Portella Della Ginestra

Dans cette salle, nous avons appris l'existence du Massacre de Portella della Ginestra.

Le Massacre de Portella della Ginestra est un des actes les plus violents de l'histoire criminelle et politique de la République italienne, ayant eu lieu en Sicile le 1er mai 1947, durant les festivités de la Fête du travail et dans la frazione de Portella della Ginestra à Piana degli Albanesi. On dénombra un total de 11 morts et de 27 personnes gravement blessées pour une soixantaine de personnes touchées (hommes, femmes et enfants confondus).

Les exécuteurs du massacre étaient les membres de la bande mafieuse de Salvatore Giuliano, mais la présence d'autres personnes était également supposée. Comme commanditaires sont présentés les capomafia de la zone, les propriétaires terriens et des hommes politiques des partis conservateurs.

Les motifs et intentions réels de ce massacre sont actuellement un sujet de controverse et le massacre reste encore aujourd'hui classé parmi les secrets d'État italiens.

Les éléments mis à notre disposition par le « No Mafia Memorial » nous laissent à penser qu'il s'agit du premier massacre de la « stratégie de la tension » visant à empêcher la participation de communistes aux échelons du pouvoir en Italie. Une thèse socio-historique défendue par le « Centre sicilien de documentation Giuseppe Impastato ».



Photos des festivités à Portella della Ginestra peu de temps avant le Massacre



Photos des festivités à Portella della Ginestra

III.2.D. Le militant antimafia Giuseppe « Peppino » Impastato

Dans cette salle, nous avons approfondi nos connaissances sur la vie du militant antimafia Giuseppe « Peppino » Impastato assassiné par la mafia en 1978.

L'engagement de Peppino à combattre la mafia est né de son besoin de réagir à une condition familiale devenue insupportable. Il avait fait preuve d'un grand courage en entreprenant des actions pour gêner la mafia de Cinisi, sa ville, celle de l'aéroport et donc du narcotrafic.

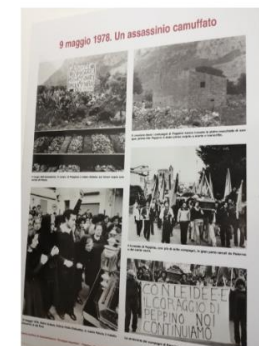
Tout d'abord, il a formé avec un groupe de jeunes du PSIUP (Parti Socialiste Italien de l'Unité Prolétarienne) une revue baptisée « L'Idée Socialiste » dans laquelle il critiquait la mafia. Par exemple, l'un des numéros comportait un article avec la mention « La mafia est une montagne de merde ».

Ensuite, il a dénoncé les agissements de la mafia contre les paysans au sein du parti de la Démocratie Prolétarienne et s'est présenté aux élections municipales sous la bannière de ce parti.

Il a également participé à des marches de protestation contre la mafia en tant que meneur et a organisé des occupations de terrains telle que celle de l'aéroport de Punta Raisi.

Enfin, il a tourné en dérision la mafia au cours des émissions de la radio libre qu'il avait créé.

Ainsi, nous pourrions résumer la vie de Peppino de la façon suivante : « Une vie contre la mafia ».



Écrêteau décrivant l'assassinat de Peppino Impastato et ses funérailles



CRIM'HALTIENS écoutant le directeur du « No Mafia Memorial », Ario Mendolia, présenter la vie de Peppino Impastato



Mur dédié à la mémoire de l'homme politique Pio La Torre assassiné par la mafia

III.2.E. Les assassinats des membres des institutions

Dans cette salle, nous avons pris conscience du danger que représente la mafia au travers de plus de vingt ans de violence mafieuse.

Les nombreuses photos et écriteaux de célèbres figures institutionnelles qui ont été assassinées témoignent de l'évolution de la mafia et de la lutte contre cette dernière depuis les années 70. Cette exposition s'ouvre sur l'assassinat du procureur général Pietro Scaglione et de son chauffeur Antonio Lo Russo, le 5 mai 1971, et se termine par l'attentat de la via D'Amelio, le 19 juillet 1992, au cours duquel le magistrat antimafia Paolo Borsellino et cinq membres de son escorte policière, Agostino Catalano, Walter Cocina, Emmanuela Loi, Vincenzo Li Muli et Claudio Traina ont été tués.

Il convient de noter que cette violence a aussi entraîné un effet boomerang : un nombre croissant de « pentiti », des lois antimafias, des maxi-procès, un fort engagement des forces de l'ordre ainsi que la mobilisation civile. C'est grâce à ces éléments que la mafia a subi des coups durs et que la vague de violence a été stoppée.



CRIM'HALTIENS regardant une vidéo sur les victimes institutionnelles assassinées par la mafia

De nombreuses zones d'ombre persistent sur les relations entretenues entre l'État italien et la mafia entre les années 70 et 90 du siècle dernier. Des serveurs de l'État italien et des politiciens ont déjà été condamnés pour leur complicité avec la mafia. D'autres pourraient être impliqués dans les assassinats de certains membres des institutions. Des enquêtes et des procès sont en cours, tant sur l'attentat de la via D'Amelio que sur le pacte État-mafia. La mafia sicilienne a beau s'être affaiblie, sa résurgence n'est pas à exclure. La lutte contre la mafia dépend de la prise de conscience et de la contribution de chacun d'entre nous.

III.2.F. Les routes de la drogue

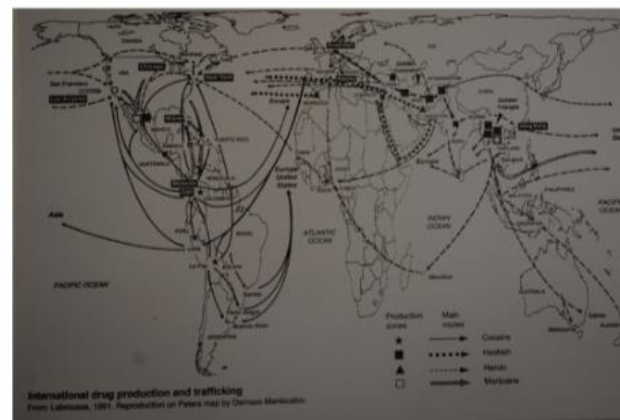
Dans cette salle, nous avons découvert comment étaient structurés la production et le trafic international de la drogue des années 70 jusqu'aux années 90. Les éléments mis à notre disposition par le « No Mafia Memorial » nous ont permis d'appréhender la capacité d'adaptation de la mafia dans la mondialisation ainsi que son infiltration dans le monde économique et politique.

Au milieu des années 70, la Sicile devient la porte d'entrée de la drogue en Europe remplaçant la route de la drogue mise en place par la « French connection » à partir de la seconde moitié du XXème siècle. Dès lors, la mafia renforce son influence sur la population d'une manière inédite.

De la matière première au produit fini (mélangé à d'autres substances nocives), les profits ont considérablement augmenté dans la seconde moitié du XXème siècle. L'estimation des recettes dans les années 80 se situe par exemple entre 400 et 800 milliards de dollars par an. Selon le rapport publié en 1991 par le Parlement européen, la valeur des drogues vendues en 1989 dans le monde était de 122,3 milliards de dollars soit plus que le chiffre d'affaires de la sixième entreprise mondiale la même année.



CRIM'HALTIENS échangeant avec Umberto Santino



Carte de la production et du trafic international de la drogue à la fin du XXème siècle

III.2.G. L'exposition « Émotion 3.0 »



Tour des victimes de la mafia

Cette exposition a été conçue dans l'objectif de se souvenir de ceux qui, de tout temps, ont perdu la vie à cause de la mafia. Le projet de parcours multimédia du « No Mafia Memorial » vise à diffuser la culture de l'Antimafia et de la légalité auprès des jeunes générations, en utilisant les nouveaux langages et les technologies interactives. Il a été réalisé grâce à la contribution des Fonds européens FEDER 2014-2020 (Programme opérationnel national Culture et Développement).

Nous avons conclu notre visite du « No Mafia Memorial » par l'exposition Émotion 3.0, la nouvelle exposition multimédia qui a ouvert en décembre 2021.

Il s'agit d'un projet muséal innovant où l'histoire et la mémoire dialoguent avec les nouvelles technologies numériques ce qui offre aux visiteurs un aperçu historique du phénomène de la mafia et de l'Antimafia en Sicile à travers de nouvelles formes de narration. Les quatre installations utilisent les outils de l'art numérique, créant ainsi une expérience immersive qui implique physiquement et émotionnellement le spectateur.



Couloir de la mémoire des victimes de la mafia

IV. USAGE SOCIAL DES BIENS CONFISQUES : TYPOLOGIE DES SITUATIONS OBSERVEES

Les destinataires des biens immeubles confisqués en Italie sont, pour la plupart, des administrations publiques et les forces de l'ordre. Ils sont moins souvent destinés à des activités sociales comprenant les domaines ou secteurs suivants :

- Les centres sociaux : pour l'accueil et l'accompagnement de populations fragiles
- Les centres culturels : pour l'information et l'éducation de populations
- Le logement pour personnes handicapées : pour la réinsertion sociale et la dignité de ces personnes
- Les espaces verts : qui participent à la rénovation urbaine
- Les terrains de sport : lieu de lien social.

Certains biens confisqués sont affectés à des activités agricoles telles que :

- Les terres agricoles
- L'élevage
- La production agroalimentaire
- L'agrotourisme.

Selon les statistiques de l'ANBSC, la Sicile en premier lieu, la Campanie et la Calabre possèdent un patrimoine considérable en termes de biens confisqués. Signes de la force de l'emprise mafieuse, ces chiffres montrent aussi la vitalité locale de l'Antimafia. Cette richesse a motivé Crim'HALT à choisir cette destination pour le stage d'observation.

Le programme des formations a été conçu afin de rencontrer des situations différentes de valorisation de biens confisqués. Ces derniers comprenaient aussi bien des terres agricoles que des immeubles, gérés et animés par divers acteurs.

IV.1. TERRES CONFISQUÉES : OUTILS DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE RAISONNÉE

Les coopératives possèdent un rôle vital. Elles ont été reconnues en Italie par la Loi 381 de 1991 et peuvent être considérées comme une forme protégée d'intégration par le travail. Régies par les principes de solidarité et d'intérêts mutuels, ces coopératives sociales d'intégration par le travail n'ont pas de but lucratif. Elles doivent également employer au moins 30% de « *personnes désavantagées sur le marché du travail* » sous un statut de droit commun du travail. Sont concernés, par exemple, les handicapés physiques et mentaux, les anciens toxicomanes, les mineurs en rupture de famille, ou encore les prisonniers en libération conditionnelle.

Les soutiens publics (essentiellement régionaux) représentant une part réduite de leurs ressources, **ces coopératives doivent atteindre une rentabilité économique.**

La coopérative « Placido “Rizzotto” Libera Terra »

La coopérative a pour activité, depuis 2001, l'agriculture et la production de vin sur 260 hectares, totalement bio. Dans la typologie italienne déjà évoquée dans le livre blanc 1, il s'agit d'une coopérative sociale de type B visant à l'insertion des personnes en difficulté (situation de handicap, ancien détenu et ancien toxicomane). Il y a, en 2021, 37 salariés (associés et non associés) pour un chiffre d'affaires de 687.296 euros.

La famille mafieuse Brusca possédait les terres en question. L'un de ses membres, Giovanni Brusca a été reconnu coupable de 150 homicides, dont celui du juge antimafia Giovanni Falcone. Les terres dell'Alto Belice que nous avons visitées, ont été confisquées le 30 janvier 1992 jour de l'arrêt de la cour de cassation confirmant les décisions du "Maxiprocesso".

La coopérative Placido Rizzotto a désormais ces terres en gestion. Il s'agit de plusieurs parcelles réparties entre la province de Palerme, de Trapani et de Caltanissetta. Les coopérateurs y cultivent des céréales, des pois chiches, des lentilles, des tomates, du raisin, de l'huile d'olive. Ils produisent du vin et ont désormais une activité d'agrotourisme. Nous avons pu déguster leur préparation.

En plus du rôle économique, la coopérative a un rôle social et culturel.

Les employés de la coopérative « Placido “Rizzotto” Libera Terra » ont toujours vu des mafieux posséder les terres qu'ils exploitent désormais. Autrefois, pour ces employés, celui qui possédait les terres, c'était celui qui avait tout et les autres rien. Les mafieux étaient donc mis sur un piédestal. Par la confiscation et l'usage social de ces terres, ces employés ont changé leur perception de la mafia. Ces travailleurs qui avaient comme modèle la mafia sont maintenant des acteurs de l'Antimafia grâce à l'agrotourisme. Quand les lois de confiscation des biens et de l'usage social de 1982 et de 1996 ont été appliquées sur ce territoire, les premières personnes à se plaindre ont été les travailleurs de ces terres parce qu'ils ont été mis au chômage provisoirement et de ce fait ils n'avaient pas confiance en l'État. Cependant, ces lois leur ont fait prendre conscience que leur nouvelle situation était meilleure puisqu'ils bénéficiaient enfin de droits de travail, qu'ils ne travaillaient plus au noir et qu'ils n'étaient plus soumis aux menaces des mafieux.

Avant que ces terrains ne soient confisqués, il n'y avait presque aucune infrastructure, il n'y avait que des vignes. Le terrain et la cave appartiennent désormais à l'État et sont mis à disposition de la coopérative sociale. Les terres demeurent dans le patrimoine inaliénable d'un consortium de communes qui a pris en charge des frais pour modifier certaines infrastructures.

Il y a eu un changement des mentalités au profit de la qualité. La coopérative met en avant son aspect éthique, il faut de la qualité puisque cela donne une crédibilité vis-à-vis de l'environnement social et culturel. En effet, il est très dur de cultiver des terres et de vendre des produits quand les habitants du territoire considèrent que ces terres n'appartiennent pas à ceux qui les exploitent.

Ceux qui veulent travailler ici doivent s'engager éthiquement à ne pas fréquenter des mafieux et à ne pas commettre d'infractions ou de délits. Les responsables de la coopérative ont licencié deux personnes qui allaient à l'encontre de l'éthique de la coopérative. Il y a eu des attaques en justice de la part de ces deux personnes mais compte tenu de ce qu'elles avaient signé pour travailler ici, leur action n'a pas abouti. L'objectif est d'isoler les mafieux socialement. Le mot d'ordre est que la société civile récupère sa dignité sur son territoire.

Les responsables de la coopérative considèrent que la vente des biens plutôt que leur usage social, empêcherait de redonner le bien à la société civile et à des personnes en difficulté, empêchant ainsi de combattre la culture mafieuse. Ils considèrent également que cela attirerait les intérêts personnels et que, de ce fait, la mafia perdurerait.



L'équipe de Crim'HALT au milieu de vignes de la coopérative « Placido "Rizzotto" Libera Terra »

IV.2. IMMEUBLES CONFISQUÉS : OUTILS DE DEVELOPPEMENT DE STRUCTURES SOCIALES ET CULTURELLES

IV.2.A La boutique « Libera Bottega Dei Saperi E Dei Saperi Della Legalità », Piazza Castelnuovo

Depuis 2008, la boutique « Libera Bottega Dei Saperi E Dei Saperi Della Legalità » vend les produits Libera Terra et anime un lieu culturel. A l'origine, se trouvait un magasin d'habits dont le propriétaire était un complice du clan Graviano de Brancaccio (comme dans le cas de l'hôtel San Paolo). Saisi en 1994 et confisqué

définitivement des années après, il aura fallu 14 ans pour que ce bien soit transféré dans le patrimoine inaliénable de la commune de Palerme. Et seulement après cette procédure, la Commune a pu mettre à disposition ce bien à l'association Libera.

La boutique « Libera Bottega Dei Saperi E Dei Sapori Della Legalità » a un rôle social et culturel ». Elle est le siège de l'association et de la coordination provinciale de Libera depuis 2008. Il s'agit d'un réseau d'associations qui luttent contre les mafias et la corruption depuis 1995, en s'engageant notamment pour la justice sociale, la recherche de la vérité et la mémoire des victimes innocentes des mafias et la protection des droits des personnes. Ces espaces sont un lieu de rencontres dans lequel s'établissent des parcours de connaissance et de lutte contre la criminalité organisée sur le territoire sicilien, mais aussi des réponses et des outils pour faire face aux défis du monde contemporain.

Dans la boutique « Libera Bottega Dei Saperi E Dei Sapori Della Legalità », vous pouvez acheter des produits provenant des coopératives créées sur des terres confisquées à la mafia, dans le cadre du projet Libera Terra, mais aussi du marché du commerce équitable, d'entreprises qui ont dénoncé le pizzo ou de petites coopératives sociales qui travaillent avec des personnes défavorisées et dans les prisons. Vous pouvez également acheter des produits dérivés de la marque Libera, pour soutenir cette association et ses activités sur tout le territoire. Enfin, vous pouvez trouver une librairie thématique, riche en titres sur l'histoire de la mafia, sur le mouvement anti-mafia, sur la mémoire et l'engagement civil.



Devanture de la boutique « Libera Bottega Dei Saperi E Dei Sapori Della Legalità »

IV.2.B. La maison Badalamenti

La maison Badalamenti est un espace culturel pour la promotion artistique et la diffusion du patrimoine culturel contemporain, visant à réduire la marginalité sociale. La Casa Badalamenti a été aménagée dans la maison de l'ancien Parrain de la ville de Cinisi, Gaetano Badalamenti. Ce dernier est notamment connu pour avoir commandité le meurtre du militant antimafia Peppino Impastato en 1978. La Casa Badalamenti a été confisquée à Gaetano Badalamenti et a été transférée au patrimoine de la municipalité de Cinisi, pour être utilisée à des fins sociales et institutionnelles, par l'association culturelle sans but lucratif Peppino Impastato. La saisie a lieu en 1985 sur demande des juges Falcone, Borsellino, Guarnotta e Di Lello. Les avocats de Gaetano Badalamenti ont fait de nombreux recours qui retardèrent la confiscation définitive qui arriva en 2009 et permit de démarrer la procédure de transfert du bien dans le patrimoine inaliénable de la commune. Dès 2009, le maire déclare vouloir attribuer ce bien à l'association Peppino Impastato, un acte de courage alors qu'une partie de la ville continuait de renier l'héritage de Peppino Cinisi. L'annonce officielle fut faite au balcon de l'ancienne maison du chef mafieux il 9 maggio 2010, à la fin du cortège pour 32° anniversaire de la mort de Peppino. Puis Il aura fallu aussi attendre que la femme de Gaetano Badalamenti vide la maison des ses meubles... C'est seulement en 2011 que la mairie affecta ce bien à l'association "Casa Memoria Felicia e Peppino Impastato".



Casa Badalamenti

IV.2 C. La caserne des carabinieri « Comando Stazione Palermo Uditore »

La caserne des carabinieri « Comando Stazione Palermo Uditore » a été aménagée dans la maison où vivait le chef de la mafia sicilienne, Toto Riina, lorsqu'il a été arrêté en 1993 après une cavale de 23 ans. La maison de Toto Riina a été saisie en 1993, puis confisquée définitivement en 2007 et enfin transformée en cette caserne de carabinieri.

En 2015, la cérémonie d'inauguration clôturant la transformation de sa maison en une caserne de carabinieri a réuni des centaines de personnes dont le ministre de l'intérieur de l'époque, Angelino Alfano. Ce dernier a souligné lors de son discours la volonté de l'État de lutter contre la mafia, en particulier à l'aide de la confiscation des biens de la mafia.

La Caserne des Carabinieri « Comando Stazione Palermo Uditore » a elle aussi un rôle social et culturel puisqu'elle a été baptisée en la mémoire des policiers Mario Trapassi et Salvatore Bartolotta qui ont perdu la vie lors d'un attentat à la voiture piégée au cours duquel le juge Rocco Chinnici a été assassiné.



Caserne des Carabinieri « Comando Stazione Palermo Uditore »

IV.3. ENTREPRISES CONFISQUÉES : OUTILS DE RÉINTEGRATION À L'ÉCONOMIE LÉGALE

La confiscation des entreprises est souvent décrite comme un échec. Une fois saisie, une entreprise est confiée à un administrateur judiciaire qui doit la gérer pour le compte de l'État avec une priorité : sauver les emplois ... quand il y en a. Dans les faits, la plupart des entreprises une fois saisies déposent le bilan. Et

pour cause, les entreprises mafieuses sont souvent factices, sans client mais avec des fausses factures pour blanchir l'argent sale. Il est donc normal qu'elles ferment une fois que l'argent sale n'arrive plus sur leur compte. Il ne faut donc pas juger de l'efficacité de la confiscation des entreprises avec une approche quantitative. Par ailleurs, lorsque l'entreprise mafieuse avait une activité réelle (cimenterie, commerce alimentaire, HORECA : hôtellerie restauration café) en raison de l'argent cash qui circule dans ce type de commerce, une fois saisie, les clients peuvent ne pas vouloir travailler avec l'État car ils préféraient l'activité mafieuse (paiement sans taxe par exemple...). Les fournisseurs aussi ne jouent pas toujours le jeu de la légalité. Après une saisie, lorsqu'une cimenterie mafieuse ferme, des emplois sont parfois sacrifiés. Il s'agit cependant d'une mesure incontournable pour réduire le pouvoir des mafias sur un territoire. A contrario des biens immobiliers confisqués, les entreprises peuvent être revendues mais d'autres alternatives existent. A Palerme, nous avons étudié deux cas d'usage socio-économique d'entreprise confisquée : l'Hôtel San Paolo et la cimenterie « Calcestruzzi Ericina Libera ».

IV.3.A. L'hôtel « San Paolo Palace »



Hôtel « San Paolo Palace »

L'hôtel « San Paolo Palace » appartenait à la mafia. Il a été saisi en 1994, confié à l'administrateur Luigi Turchio et définitivement confisqué en 2001. Pour confisquer l'hôtel « San Paolo Palace », les magistrats ont bataillé pour découvrir que derrière son propriétaire, Giovanni Ienna, se dissimulaient les frères Graviano, les chefs de la mafia du quartier Brancaccio de Palerme. Ces derniers ont notamment commandité le meurtre du prêtre antimafia Giuseppe Puglisi et auraient été les intermédiaires entre Cosa Nostra, la mafia sicilienne, et le premier ministre Silvio Berlusconi. Cet hôtel est désormais géré par une société pour le compte de l'Agence nationale des biens confisqués. L'hôtel « San Paolo Palace » est l'hôtel qui paie la taxe de séjour la plus importante de toute la partie nord de la Sicile avec 80 000 clients par an. C'est là que nous avons résidé durant notre séjour à Palerme.

PALERME. 6 MAI. 2012

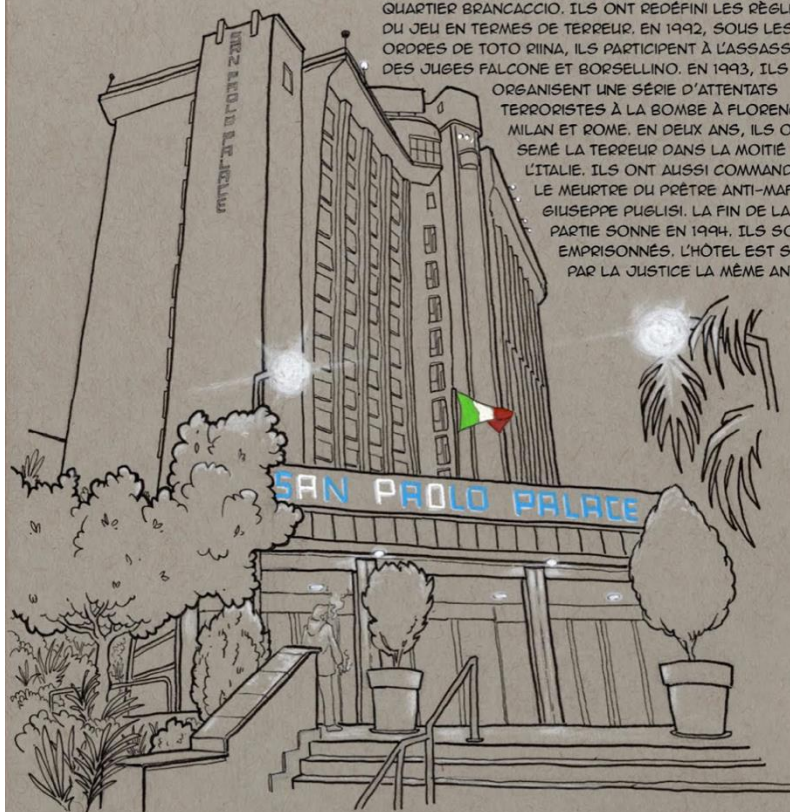
SAN PAOLO PALACE. 14 ÉTAGES. UN GRATTE-CIEL ROSE ET SABLE SUR FOND BLEU DE CIEL COUCHANT. GRAND COMME UN MODÈLE RÉDUIT DES MÉGA-HÔTELS DU LAS VEGAS DES ANNÉES 90. SEUL DANS CE DÉBUT DE NUIT, COMME ABANDONNÉ APRÈS UNE PARTIE SUR UN JEU DE PLATEAU VIDE, IL SURPLOMBE LA ZONE INDUSTRIELLE DE BRANCACCIO.

CE PALACE ME SEMBLE SORTIR TOUT DROIT D'UN JEU DE SOCIÉTÉ AUQUEL J'AI JOUÉ ENFANT. LE JEU S'APPELAIT "HÔTEL". JE REVOIS LA PUBLICITÉ ME DIRE, À LA SAUCE "DALLAS" : "HÔTEL ! AU JEU DU PRÉSTIGE, DU POUVOIR ET DE L'ARGENT ! ON SE BAT POUR ACHETER DES TERRAINS ET CONSTRUIRE DE PRÉSTIGIEUX HÔTELS. C'EST LA FORTUNE... OU LA FAILLITE ! IL FAUT ÊTRE SANS PITIÉ POUR GAGNER. HÔTEL ! LE JEU 4 ÉTOILES DE MB !". IL FAUT ÊTRE SANS PITIÉ POUR GAGNER...

CE JEU DE PLATEAU AURAIT SÉDUIT PLUS D'UN MAFIEUX.

CELA A ÉTÉ LE CAS POUR CET HÔTEL. DERRIÈRE SON PROPRIÉTAIRE, GIOVANNI TENNA, SE DISSIMULAIENT LES FRÈRES GRAVIANO, LES CHEFS DE LA MAFIA DU QUARTIER BRANCACCIO. ILS ONT REDÉFINI LES RÈGLES DU JEU EN TERMES DE TERREUR. EN 1992, SOUS LES ORDRES DE TOTO RIINA, ILS PARTICIPENT À L'ASSASSINAT DES JUGES FALCONE ET BORSELLINO. EN 1993, ILS

ORGANISENT UNE SÉRIE D'ATTENTATS TERRORISTES À LA BOMBE À FLORENCE, MILAN ET ROME. EN DEUX ANS, ILS ONT SEMÉ LA TERREUR DANS LA MOITIÉ DE L'ITALIE. ILS ONT AUSSI COMMANDITÉ LE MEURTRE DU PRÊTRE ANTI-MAFIA GIUSEPPE PUGLISI. LA FIN DE LA PARTIE SONNE EN 1994. ILS SONT EMPRISONNÉS. L'HÔTEL EST SAISI PAR LA JUSTICE LA MÊME ANNÉE.



2001. L'HÔTEL EST DÉFINITIVEMENT CONFISQUÉ.

2007. L'HÔTEL ACCUEILLE DES ÉTUDIANTS.

2015. MALGRÉ DE LOURDES PERTES, ON INSISTE POUR GARDER CET HÔTEL EMBLÉMATIQUE DE LA LUTTE ANTI-MAFIA.

ENTRE 2019 ET 2021, L'HÔTEL EST UTILISÉ POUR HÉBERGER LA QUARANTAINE DES TOURISTES ATTEINT DU COVID OU CAS CONTACT.

2022. L'HÔTEL LANCE UN PLAN DE MODERNISATION. SEULES 2 ÉTAGES SONT ACTUELLEMENT RÉNOVÉS SUR LES 14.

LA RÉCEPTION DE L'HÔTEL ME TEND LES CLÉS DE LA CHAMBRE. JE MONTE DANS L'ASCENSEUR EN ME DEMANDANT EN QUELLE ANNÉE JE VAIS SÉJOURNER. DANS QUELS ARCANES DU TEMPS, CE VOYAGE VA-T-IL ME PLONGER ?



CHAMBRE 912. J'INSÈRE DIFFICILEMENT LA CLÉ DANS UNE POIGNÉE RONDE EN FORME DE BOULE D'ACIER. LA MOQUETTE EST VERTE, USÉE ET TACHÉE. ELLE SUPPORTE DEPUIS DES DÉCENNIES CE BUREAU EN PLACAGE IMITATION BOIS. DEUX RANGS DE RIOEAUX EN SIMILI CUIR SONT FIXÉES À DES TRINGLES RAIL CHEMIN DE FER. LE LIT EST ENTOURÉ DE DEUX CHEVETS 'BLANC CASSÉ'. ILS SONT COLLÉS SYMÉTRIQUEMENT À LA STRUCTURE DU SOMMIER. D'UN CÔTÉ, UNE RADIO FM ENCASTRÉE DANS LE MEUBLE AVEC 3 BOUTONS POUR ENREGISTRER VOS STATIONS PRÉFÉRÉES. DE L'AUTRE, UN TÉLÉPHONE EN PLASTIQUE VINYLE ROUGE TOUT DROIT SORTI D'UN FILM DE DAVID LYNCH. TÉLÉPORTATION DANS LES ANNÉES 90 GARANTIE. JE DÉPOSE MES AFFAIRES, JE CROQUE LE TÉLÉPHONE PUIS JE REJOINS LE GROUPE POUR LE DINER.

SCUSAMI, C'EST TOUT CE QUE TU AS À DIRE SUR CET HÔTEL ?

BEH, IL MIO AMICO... TU PASSES À CÔTÉ DU PLAT PRINCIPAL. CET HÔTEL, C'EST PLUS QU'UN SYMBOLE !

C'EST LE FRUIT DE 40 ANS DE LUTTE ANTI-MAFIA DONT CES TROIS DATES EN SONT LES PILIERS :

1982. LA LOI ROSCONI-LA TORRE INTRODUIT LE DÉLIT D'"ASSOCIATION MAFIEUSE" ET AUTORISE LES JUGES À SAISIR LES BIENS DE LA MAFIA ET DE SES COMPLICES.

1996. UNE LOI PERMET DE RÉUTILISER VILLAS, IMMEUBLES ET TERRES CONFISQUÉES À LA MAFIA À DES FINS SOCIALES, TOURISTIQUES ET CULTURELLES. VOUS, EN FRANCE, VOUS AVEZ ATTENDU 2021 POUR L'ADOPTER.

2010. ON CRÉE UNE AGENCE NATIONALE POUR LES BIENS CONFISQUÉS (ANBSG) C'EST ELLE QUI SÈRE LE SAN PAOLO PALACE

RETIENS BIEN LE NOM "LA TORRE" ET... VAI À MANGIARE !



Une future BD ?

IV.3.B. La coopérative « Calcestruzzi Ericina Libera » (“La cimenterie d’Erice libérée de la mafia”)

La cimenterie appartenait au mafieux Vincenzo Virga, très proche de Toto Riina et de Bernardo Provenzano. Elle fut saisie par la magistrature en deux temps (1994 et 1996). La confiscation définitive eut lieu en 2000. Alors que les entreprises confisquées sont souvent revendues, le préfet de l’époque Fulvio Sodano a œuvré pour un usage social de cette cimenterie. Il trouva un appui dans la société civile avec Libera, La legacoop (ligue de coopératives italiennes et la ligue de préservation de l’environnement (Legambiente) qui aboutit à la création d’une coopérative *ad hoc* et la construction de nouvelles implantations de recyclage de déchets de construction et d’élaboration de ciment respectueux de l’environnement. En 2010, la coopérative d’origine, la “Calcestruzzi Ericina srl” laisse la place à la “Calcestruzzi Ericina Libera” (“La cimenterie d’Erice libérée de la mafia”). Les parts de la société d’origine sont mises à disposition de la nouvelle coopérative en question selon la loi de 1996.

Giacomo Messina, le président de la coopérative de ciment, et Gisela Mammo Zagarella, une ingénieure spécialisée en écologie ont raconté ce que signifiait travailler sous c’était que de travailler sous le régime de la confiscation des biens mal acquis. Leurs enseignements étaient riches, d’autant plus qu’ils ont 20 ans d’expérience dans ce domaine. Ils nous ont expliqué **comment l’usage social des biens confisqués leur avait permis d’améliorer les conditions de travail de leurs employés, d’obtenir une production de qualité tout en respectant l’environnement et de changer les mentalités.**



Entrée de la coopérative « Calcestruzzi Ericina Libera »

IV.4. ONG ET MISE EN RÉSEAU A L'ITALIENNE : L'EXEMPLE DE « LIBERA » (ÉCONOMIE, FORMATION, MÉMOIRE)

L'ONG « Libera » puis le consortium « Libera Terra »

« Libera » est une ONG fondée en 1995 par Luigi CIOTTI, personnage déjà connu à l'époque pour son implication dans l'aide aux jeunes incarcérés et toxicomanes. Rita BORSELLINO, sœur du magistrat Paolo BORSELLINO assassiné par la mafia sicilienne en 1992, en est alors la vice-présidente. Elle devient présidente honoraire à partir de 2005.

L'ONG est à l'origine de la pétition ayant rassemblé plus d'un million de signatures en 1996, permettant d'aboutir à l'approbation de la loi n.109/96. Celle-ci rend possible l'utilisation des terres confisquées à la mafia par l'État italien, à des fins publiques et sociales. Pour gérer ces terres confisquées, le réseau « Libera Terra » est rapidement créé en vue de développer des territoires connus pour leur beauté mais historiquement « difficiles ». L'ONG organise la réhabilitation sociale et productive des biens confisqués, soit « libérés » de la mafia. Sa mission principale vise à redonner de la dignité aux territoires à forte présence mafieuse à travers la création de fermes autonomes et de coopératives autosuffisantes, stables et capables de créer des lieux de travail. **Ces territoires sont alors organisés en un consortium de coopératives nommé « Libera Terra » (Terre libre).**

« Libera Terra » veille à la production de produits de haute qualité, respectueux à la fois de l'environnement et de la dignité des travailleurs. Il joue également un rôle actif en impliquant d'autres producteurs qui partagent les mêmes principes, et en promouvant l'agriculture biologique. « Libera Terra » reçoit les mêmes subventions que les agriculteurs. Ses bilans comptables sont connus des communes et préfectures dans lesquelles se trouvent ses implantations.

Les prix de vente des produits sont les mêmes que ceux du marché. Cependant, les coopératives appartenant au réseau « Libera » produisent rarement assez. Elles doivent s'associer pour réaliser des économies d'échelle et gagner en puissance, avec des coopératives qui respectent le même cahier des charges. Il a ainsi fallu trouver des partenaires sous-traitants qui acceptent d'adhérer à la charte éthique (un cahier des charges) suivie par tous. Ces producteurs placent alors leurs produits sous la marque « Il gusto giusto », jeu de mot sur le « Goût » et le « Juste ». Par ce biais, ils affichent leur adhésion aux valeurs de l'ONG.

Aujourd'hui, « **Libera** » est la principale ONG antimafia italienne. Son réseau, composé de plus de 1 500 associations, s'étend sur toute l'Italie pour répandre un système économique moral basé sur la légalité, la justice sociale et l'économie marché.

Elle a été récompensée en 2009 par le CESE (Comité Économique et Social Européen) comme un modèle de société civile organisée. Puis, en 2014, elle a reçu le Prix du citoyen européen décerné par le Parlement européen. Son but est de démontrer que l'Antimafia sociale est viable économiquement. L'ONG est d'ailleurs aujourd'hui autosuffisante sur un plan financier : ses bilans de gestion sont publics et détaillés. En Italie, les entreprises qui bénéficient d'un bien confisqué ne reçoivent pas automatiquement des aides étatiques. Les subventions sont généralement débloquées pour le lancement du projet, puis s'arrêtent.

« Libera International » rayonne bien au-delà de l'Italie. En 2019, elle rassemble 80 organisations provenant de 35 pays.

Notez qu'il existe aujourd'hui deux grandes confédérations de coopératives en Italie :

- la Confédération Coop : sa philosophie est plutôt sociale. La coopérative NCO (cf. infra) adhère à ce réseau.
- la LegaCoop : sa philosophie est plutôt libérale. La LegaCoop est la grande fédération nationale qui réunit toutes les coopératives dans un réseau de magasins à travers toute l'Italie. « Libera Terra » adhère à ce réseau, la LegaCoop s'occupant donc de la distribution et de la commercialisation des produits « Libera Terra ».



Publicité « Libera Terra » : « des terres libérées des mafias »

V. LA LUTTE CONTRE LE RACKET

V.1. PRÉSENTATION DU NO MAFIA WALKING TOUR

Le 8 mai, nous avons réalisé le Palermo No Mafia Walking Tour qui consiste en une visite guidée des lieux symboliques de la lutte antimafia avec Chloé Tucciarelli, membre de notre partenaire, le « Comitato Addiopizzo ».

Le « Comitato Addiopizzo » est une association de citoyens créée en 2004 à Palerme pour lutter contre la mafia. Comme l'indique clairement son nom « addio » qui signifie « adieu » et « pizzo », qui est l'impôt mafieux. Cette lutte passe par une résistance au racket, qui est une des bases sur laquelle repose la mafia.

Dans cette ville d'environ 720 000 habitants qui compte des dizaines de milliers d'activités commerciales, on estimait en 2003 que le racket mafieux touchait 80 % des magasins et des entreprises de la ville alors que de nos jours, grâce au travail du « Comitato Addiopizzo », ce nombre a chuté dans à une fourchette comprise entre 40% et 50% des magasins et des entreprises de la ville.

La mission de l'association est de créer un réseau de consommateurs et de commerçants refusant le racket. Le « Comitato Addiopizzo » appelle donc les consommateurs à soutenir les commerçants rebelles en s'adressant à eux en priorité, de manière à ce que les courses quotidiennes ne servent pas à financer la mafia. Le « Comitato Addiopizzo » réalise également des opérations de sensibilisation dans les écoles, dans les journaux, sur les réseaux sociaux, des opérations de collage, des manifestations, une liste publique de commerçants et de consommateurs dénonçant le racket et la vente de goodies.

Cette visite fut une expérience unique. Nous avons découvert l'histoire, le patrimoine et les associations de cette ville pleine de mystères qu'est Palerme de manière originale.

Nous n'avons qu'une seule chose à dire : *Pago chi non Paga* ! - Je paie ceux qui ne paient pas !



Écriteau du « Comitato Addiopizzo » indiquant que cette boutique ne paie pas le pizzo

V.2. PROGRAMME DE LA VISITE

V.2.A. I Negozi Pizzo Free

Nous avons commencé notre visite devant « I negozi pizzo free » (magasins sans racket) où Chloé Tucciarelli nous a présenté ce magasin, puis l'influence de la mafia dans l'économie sicilienne et enfin la politique du gouvernement pour lutter contre la mafia.

Ce magasin est le premier « Punto pizzo free » ouvert à Palerme. Il ne vend que des produits provenant de commerçants qui ont décidé de se rebeller publiquement contre le racket de la mafia en rejoignant le « Comitato Addiopizzo ».

En Sicile, la mafia contrôle l'économie locale. Elle demande de l'argent aux commerçants, elle leur impose des employés ainsi que des fournisseurs sous peine de représailles allant de la dégradation légère de la devanture jusqu'à l'incendie ou l'explosion du commerce et la mort des commerçants réfractaires tel Libero Grassi assassiné en 1991 (cf. Chapitre 1-II-D). La Sicile est, du fait, de l'emprise mafieuse qui nuit au développement, l'une des régions les plus pauvres d'Italie alors qu'elle pourrait selon ses caractéristiques devenir la deuxième région la plus riche d'Italie derrière la Lombardie.

Chloé Tucciarelli nous a confié que l'État italien n'est pas assez engagé dans la lutte contre la mafia puisque cette dernière ne figure pas dans l'agenda politique. Selon elle, sans réaction citoyenne, il n'y a aucun moyen de défaire la mafia.

Chloé Tucciarelli interviewée par Crim'HALT devant la devanture du magasin « I negozi pizzo free »



V.2.B. Piazza Della Memoria



Piazza Della Memoria

Nous avons effectué un arrêt sur la Piazza Della Memoria où Chloé Tucciarelli nous a présenté les événements qui ont conduit à la construction de cette place.

Il s'agit d'une place où figurent les noms et les dates de mort des onze magistrats assassinés par la mafia entre 1971 et 1992, une sculpture qui reproduit deux ailes rappelant les Nike de Samothrace et onze colonnes évoquant chacun des magistrats défunts ce qui met au cœur de la société civile la mémoire de ceux qui ont lutté contre la mafia.

Jusqu'aux années 80 voire 90, on peut dire que l'État italien n'avait pas la volonté de lutter contre la mafia par déni et / ou par intérêts. Lorsqu'il est devenu évident que la mafia existait bel et bien, c'est-à-dire lorsqu'elle a arrêté de se cacher en commettant de nombreux assassinats sur des figures autant non institutionnelles qu'institutionnelles, il y a eu un réveil des Italiens qui, pris par la colère, se sont mobilisés et ont progressivement poussé l'État à intervenir dans la lutte contre la mafia.

De nombreux instruments juridiques aussi originaux qu'efficaces ont alors été mis en place pour combattre la mafia. Nous pouvons citer la confiscation des biens mal acquis et leur réutilisation sociale, le délit d'association mafieuse, l'isolement très strict dans des prisons du Nord de l'Italie, un statut pour les collaborateurs de justice, des pools antimafias ainsi que des Maxi-procès (cf. Fabrice Rizzoli *ITALIE, PAYS DE L'ANTI-MAFIA*).

Chloé Tucciarelli nous a confié que l'inaction par désintérêt ou par fatalisme est la meilleure alliée des mafias. Nous allons transmettre ses sages paroles en France.

V.2.C. Cathédrale de Palerme

Nous avons effectué un arrêt devant la cathédrale de Palerme où Chloé Tucciarelli nous a présenté les liens entre la mafia et l'Église.

Au XXème siècle, la mafia et l'Église se sont rapprochées jusqu'à devenir complices en raison de leur aversion pour les communistes. L'Église a beaucoup aidé à faire de la mafia ce qu'elle est devenue puisqu'elle décriait les communistes et s'affichait avec les mafieux (cf. Fabrice Rizzoli : *La mafia de A à Z - Crime organisé, mafias, antimafia : 160 définitions pour un état des lieux*).

Cette complicité s'est officiellement achevée lorsque le pape Jean-Paul II est venu dans les années 90 en Sicile et s'en est pris à la mafia. Il a brisé l'image que les mafieux s'étaient donnés, c'est-à-dire de bons chrétiens donc des hommes respectables.

Aujourd'hui, la plupart des membres du clergé sont des militants antimafias qui organisent des rencontres avec des associations comme le « Comitato Addiopizzo », qui dénoncent la mauvaise influence de la mafia et qui tentent d'aider les jeunes à ne pas tomber dans la criminalité. Nous devons prendre l'exemple du prêtre antimafia Don Pino Puglisi assassiné par la mafia en 1993.



L'équipe de Crim'HALT écoutant Chloé Tucciarelli devant la cathédrale de Palerme

V.2.D. Mairie de Palerme

Nous avons effectué un arrêt devant l'hôtel de ville de Palerme où Chloé Tucciarelli nous a présenté les liens entre la mafia et le monde politique ainsi que les hommes politiques qui ont lutté contre la mafia et qui ont été assassinés.

Un ancien maire de Palerme, Vito Ciancimino, avait été incarcéré pour ses liens avec la mafia ainsi qu'un sénateur, député européen et ancien président de la Région sicilienne, Salvatore Cuffaro, lui aussi incarcéré pour ses liens avec la mafia.

De nombreux hommes politiques ont été tués pour leurs activités contre la mafia et nous pensons qu'il faut faire vivre leur mémoire afin que leurs idées ne tombent pas dans l'oubli. Par exemple, nous pouvons citer le secrétaire provincial de la Démocratie chrétienne de Palerme, Michele Reina, assassiné en 1979, ou encore le dirigeant du Parti communiste, député et animateur de la lutte des paysans siciliens sans terre, Pio La Torre, assassiné en 1982



CRIM'HALTIENS écoutant Chloé Tucciarelli devant la mairie de Palerme

V.2.E. Piazza Magione

Nous avons effectué un arrêt sur la Piazza Magione où Chloé Tucciarelli nous a présenté l'histoire de ce quartier qui est un quartier populaire mafieux.

Enfants les magistrats Giovanni Falcone et Paolo Borsellino ainsi que le mafieux et premier collaborateur de justice d'importance Tommaso Buscetta habitaient le quartier et jouaient ensemble.

Le terrain et les bâtiments ci-dessous appartenaient avant leur confiscation au chef mafieux du quartier qui les utilisait comme dépôts de cigarettes de contrebande. Désormais, on y trouve une bibliothèque sur la mafia et l'anti-mafia ainsi que des terrains de jeux pour les enfants du quartier.

Depuis 5 ans, le « Comitato Addiopizzo » accompagne en collaboration avec sept associations antimafias ainsi qu'avec les écoles, les enfants du quartier afin de les empêcher de rejoindre la mafia. Des juges et des hommes politiques viennent régulièrement sensibiliser sur les dangers que représente la mafia.



Piazza Magione

V.2.F. Antica Focaccia San Francesco

Nous avons conclu notre visite par un dîner au restaurant « Antica Focacceria San Francesco » où Chloé Tucciarelli nous a présenté l'histoire de ce restaurant et l'aide que le « Comitato Addiopizzo » a apporté gratuitement à son propriétaire.

Ouvert en 1834, ce restaurant est l'un des symboles de la lutte antimafia à Palerme. Son propriétaire, Vincenzo Conticello, est une figure connue de l'Antimafia pour avoir été un commerçant refusant le racket.

Les mafieux ont forcé le propriétaire du restaurant à embaucher un employé, se sont servis de son restaurant pour blanchir de l'argent et l'ont racketté. Il a refusé de subir davantage leur influence et les a dénoncés. Sa voiture a donc été endommagée, de même qu'un réservoir d'eau de son restaurant, et des sacs de clients ont été volés.

Lorsqu'en 2007, ses racketteurs sont arrêtés et condamnés, une quinzaine d'employés terrorisés ont quitté son restaurant qui a également été déserté par bon nombre de clients. Pire encore, de nombreux fournisseurs décidèrent d'arrêter de travailler avec lui. Cependant, d'autres entrepreneurs et la maison d'édition Feltrinelli l'ont solidairement aidé pour pallier les difficultés économiques tandis que le « Comitato Addiopizzo » lui a fourni une aide juridique.

En raison des menaces qui pesaient sur lui, Vincenzo a quitté la Sicile. Cependant, sa notoriété, accentuée par son engagement contre la mafia, lui ont permis d'ouvrir deux autres restaurants dans le nord de l'Italie, à Milan et à Rome.

Chloé Tucciarelli nous a confié que des commerçants qui subissaient le racket rejoignent au « Comitato Addiopizzo » et leur demandent de l'aide afin de sortir de cette terrible situation. Selon elle, aider ces commerçants est une façon de leur montrer que l'État ne les abandonne pas et les soutient.



La devanture du restaurant « Antica Focacceria San Francesco »

BIBLIOGRAPHIE

Livres :

- BUCOLO, E. (2020). Antimafia, une histoire de solidarité : les associations et les coopératives contre la criminalité (Première édition). Editions Le Bord de l'eau.
- SANTINO, U. (2006). Dalla mafia alle mafie – Scienze sociali e crimine organizzato
- SANTINO, U. (2022). Mafia et antimafia hier et aujourd'hui

Articles :

- Laurent, F. « Lutte anti-mafia : L'exemple sicilien », dans le rendez-vous du vendredi Settimana. Corse Matin
- Dorcadie, M. « Changement de propriétaire, quand la société civile italienne s'installe chez les mafieux », Café Babel magazine,

Rapports :

- L'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués. (2020, mai). Rapport annuel 2021. Ministères de la Justice et du Budget.

Sites internet :

- Crim'HALT. Bilan de la loi italienne permettant l'usage social des biens confisqués aux mafieux
- Le précédent livre blanc : Usage social des biens confisqués
- Crim'HALT – voyage d'étude auprès des coopératives installées sur des biens confisqués : Erasmus+2 sur les terres libérées de mafia en Calabre
- Collectif antimafia Maxime Susini
- Collectif antimafia Mafia No'a Vita lè
- Erasmus+3 sur les terres libérées de la mafia en Sicile

- Crim'HALT participe au projet de recherche COESO

Mémoires :

- CRIM'SOUS CRIC, Émission 18 : Défendre la mémoire des victimes du crime organisé en France
- Commémoration de l'assassinat du général dalla Chiesa : Crim'HALT invité par Radio France

Émissions télévisées :

- Pour écouter notre passage dans « Rai Radio Live » avec « France Bleu RCFM », cliquez sur le lien suivant : 35. Mediterradio del 14.5.2022
- Pour écouter notre passage dans « TGR Rai Sicilia », cliquez sur le lien suivant : Un gruppo di francesi a lezione di antimafia